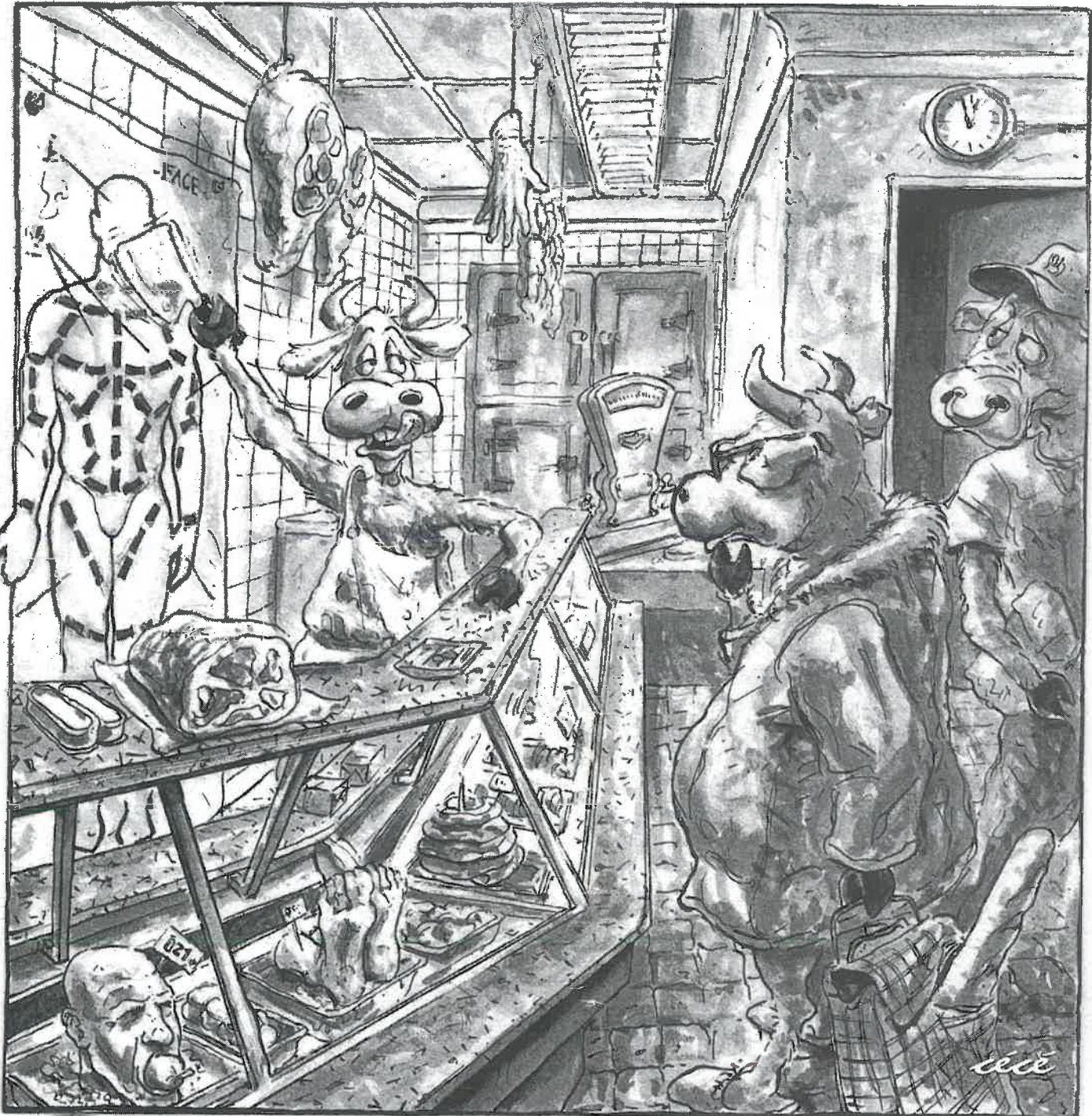


# Le COMBAT SYNDICALISTE

Bimestriel de la Confédération Nationale du Travail  
Section de l'Association Internationale des Travailleurs

La Lettre du C.N.T. - ISSN 1240-0009 - Numéro 65 - Novembre-Décembre 2000 - 10francs



*- L'inquiétez pas ma p'tite dame, y'a que l'cerveau qu'est atteint !*

*La Lettre du C.D.E.S.*,  
bulletin du réseau  
**Le Combat Syndicaliste**,  
est le bimestriel de l'union régionale  
Midi-Pyrénées de la CNT-AIT

## Pour contacter le journal:

Le Combat Syndicaliste,  
CNT-AIT  
7, rue St-Rémésy  
31000 Toulouse  
Tél-Fax : 05 61 52 86 48

Abonnement un an :  
Tarif normal : 50frs  
Abonnement de soutien : 100frs ou plus  
libellez vos chèques à :  
CDES, CCP 3 087 21 H Toulouse

## Pour contacter le secrétariat régional :

CNT-AIT, B.P. 158  
82001 Montauban cedex

## Autres adresses :

AIT, apartado 4141, 18080 Grenade,  
Espagne. Fax : (958) 28 89 92  
CNT, Bureau Confédéral, B.P. 511,  
64010 Pau Université  
UR Aquitaine : CNT, BP, 16,  
24650 Chancelade  
UR Méditerranée : CNT, 9 rue Duchalmeau,  
66000 Perpignan  
UR Normandie : CNT, BP 2010,  
14019 Caen Cédex  
UR Paris-Nord : CNT, BP 352,  
75526 Paris Cédex 11  
UR Centre : CNT, BP 1303,  
37013 Tours Cédex  
UR Est : CNT, c/o CESL, BP 121,  
25014, Besançon Cédex  
Rhône-Alpes : CNT, BP 223,  
38405, St Martin d'Hères Cédex

*"La Lettre du C.D.E.S."*

ISSN 1240-0009 CPPAP 721 71  
Directeur J. Pastor  
IMPSPE CNTAIT

Le C.S. est rédigé, réalisé et imprimé à titre militant  
par des adhérents  
de la CNT, chômeurs ou salariés,  
après leur journée de travail.

Dans ce numéro du C.S. Midi-Pyrénées, vous ne lirez rien sur sur le film Gore paralysant le Bush américain. Vous ne lirez rien non plus sur l'affaire des faux électeurs de Tiberi, ni sur les combines à fric du PCF, ni sur la vidéo porno de Mèry, le racketteur des HLM. On aurait pu encore une fois dénoncer le cynisme et la cupidité des politiciens. Mais à tant les voir voler, mentir, le cul drapé d'un drapeau et la gueule grimée de démocratie baveuse, on finit par se laisser des petits hold up quotidiens de tous ces beaux élus ventrus et verreux. Non vous ne lirez rien sur les combinards de l'exploitation.

On veut vous parler de plus enrageant encore, de plus odieux, de plus cynique. On veut vous parler du capitalisme qui manipule, empoisonne, tue, aux quatre coins du globe. Comme l'écrit G.G. en page 11 de ce numéro, "*Le conflit israélo-palestinien n'est pas un événement, c'est un élément structurel du système capitaliste qui l'a créé... au profit de la classe dominante israélienne et palestinienne.*" On pourrait dire de même des guerres d'Irak ou de Serbie. A l'heure qu'il est, après des milliers de morts et de vies brisées, Saddam fume à Bagdad, et la bourgeoisie serbe deale avec le F.M.I. Alors, parce que l'on est internationaliste, et que l'on crache à la gueule de tous les

États du monde, et parce que l'on est anti-capitaliste, on a choisi de mettre le doigt sur deux "*éléments structurels*" de la domination : une révolte manipulée et récupérée en Serbie; et une révolte savamment entretenue en Palestine. Deux des visages d'un même système d'exploitation. A propos de la Serbie, nous avons donné la parole à un compagnon de l'A.I.T. qui décrit et explique ce qui s'est passé à Belgrade lors de la chute programmée de Milo le clown. Quant au conflit israélo-palestinien, c'est sous forme d'un débat que plusieurs compagnons s'expriment. Triste, dur à lire peut être, mais si vrai, ces gosses qui crèvent d'une balle entre les deux yeux, et ses femmes sans regard sur les chemins de Bosnie. Si vraie, cette putain de bourgeoisie qui se pavane sur la misère dans toutes les rues ensanglantées du monde. A lire cela, on est comme plein de rage.

Mais comme on est également plein d'humour à la C.N.T., afin d'achever le lecteur, on a fouillé dans la science, cet autre outil de domination du capitalisme. On vous parlera de thérapie génique d'abord, ce grand faux pas de l'humanité, dicté par la recherche de profits, qui déresponsabilise les individus et la société. On vous parlera aussi de la vache folle et de la lourde responsabilité des scientifiques qui nous font prendre des décisions mercantiles pour des choix raisonnables.

Un numéro comme cela, ça ferait chuter les bras tombés d'un militant d'ATTAC regardant grimper les dividendes de la taxe Tobin. "*Bigre, tant de misère, ça rapporte forcément du pognon!*". Mais nous, non, ça nous fout la rage, ça nous rend plus déterminés que jamais à foutre en l'air cette vérole capitaliste, dans tous les pays du monde.

Bonne lecture. ◆

Par ce dossier consacré à des sujets internationaux, la rédaction du Combat syndicaliste de Midi-Pyrénées entend saluer le Congrès de l'Association Internationale des Travailleurs qui se tiendra à Granada courant décembre.

Le précédent congrès (1996) avait marqué le renforcement de l'AIT avec l'arrivée de huit nouvelles organisations. Celui-ci s'annonce également prometteur puisque nos idées ont connu ces dernières années une renaissance en Europe de l'Est, un renforcement dans des régions plus traditionnelles et des espérances en Afrique et en Asie.

Ce dossier, outre des infos sur l'Espagne, l'Argentine, la Tchéquie, est centré sur la Yougoslavie (où il existe un courant pro-AIT) et sur la Méditerranée orientale (où il n'y en a pas).

### ALMERIA :

Voici plusieurs mois que les salariés agricoles de cette province (presque exclusivement des travailleurs immigrés) sont en lutte contre les conditions de travail et de vie moyen-âgeuses qui leur sont imposées par un patronat rapace avec la complicité des pouvoirs publics. La répression policière dont ils sont victimes se double de fortes violences racistes qui ont culminé en février dernier : à ce moment-là, dans la commune d'El Ejido, plusieurs travailleurs immigrés ont été assassinés ou gravement blessés dans les incendies criminels des taudis qui leur servent de domicile. L'ensemble des forces politiques institutionnelles ferme les yeux sur ces exactions qui visent à briser les revendications par la terreur et à maintenir ces travailleurs dans un semi-esclavage. À l'inverse, la CNT-AIT a pris position pour les travailleurs immigrés et, outre sa solidarité morale, a mis à leur disposition ses moyens matériels et un soutien militant pour leur permettre d'organiser et d'amplifier leur lutte. Le 1er Mai a été un temps fort. En rupture avec la manifestation officielle (UGT, Commissions Ouvrières, CGT...) qui a réuni un millier de personnes, plus de 3 000

manifestants ont rejoint la CNT-AIT sur le thème "Vivre sans racisme" et "contre la précarité". Avec le soutien des compagnons d'Almería et de Murcie, les actions continuent actuellement

### FORA :

Créée en 1901, la Fédération Ouvrière de la Région Argentine (FORA), a été une force révolutionnaire qui a fait trembler l'État sur sa base, s'attirant immédia-



tement une répression féroce. Ainsi, c'est contre elle que la "loi de résidence" a été écrite, adoptée et promulguée en un temps record (45 minutes tout compris, comme quoi l'État peut être rapide quand il veut), afin de permettre la déportation de ses militants en Terre de Feu. Pendant les années de dictature, la FORA a maintenu sa présence dans

la clandestinité. Elle est depuis l'origine membre de l'AIT. Aujourd'hui, si elle n'a plus la force qu'elle avait dans le premier quart de siècle, elle cherche à se réorganiser. Le 1er Mai 2001 sera l'occasion de fêter son centième anniversaire avec une série de manifestations de portée internationale qui se dérouleront à Buenos Aires.

### PRAQUE :

À Prague, plusieurs cortèges ont occupé le centre ville pour tenter d'empêcher le congrès du FMI de se tenir. Objectif en partie atteint, puisque la réunion a dû être écourtée. Le cortège "bleu", composé essentiellement d'anarchistes y a très certainement contribué. Le bloc rouge et noir de ce cortège (anarcho-syndicaliste), emmené par nos compagnons de la section tchèque de l'AIT (la FSA), comportait également une centaine de militants de la CNT espagnole et quelques membres de la section allemande (FAÜ).

Suite aux événements, l'État tchèque cherche à se venger de ceux qui lui ont infligé cette humiliation sur la scène internationale. Nos compagnons de la FSA, un des groupes les plus actifs du mouvement révolutionnaire des pays de l'Est, sont dans la ligne de mire. Depuis le début de l'année 2000, les intimidations, arrestations arbitraires et autres procès politiques se sont abattus sur eux pour tenter de les briser. Deux militants ont encore fait en novembre l'objet de pressions policières. La FSA a lancé un appel à la vigilance. ♦

Membre du groupe pro-AIT de Belgrade, un compagnon vient de nous faire parvenir une relation des événements qui ont secoué la Yougoslavie. Nous en publions ci-après les principaux extraits. Signalons, avant de lui laisser la parole, que ces compagnons développent une infatigable activité qui ignore les frontières et les nationalismes dans une région où ils sont exacerbés. Cet été, par exemple ils ont organisé, avec le soutien de l'AIT et de la CNTf, une rencontre à laquelle ont participé une centaine de militants venus de toutes les républiques de l'ex-Yougoslavie.

## YOUgoslavie 2000, ETAT DES LIEUX

La République Fédérale de Yougoslavie (RFY), telle qu'elle a été proclamée en Avril 1992, est née de l'éclatement de l'ancienne République Socialiste Fédérale de Yougoslavie. Elle ne compte plus que deux républiques (Serbie et Monténégro).

Après l'effondrement du régime "communiste", au début des années 90, Milosevic a été propulsé à la tête du pouvoir par une vague puissante et populaire de nationalisme serbe. Parallèlement, dans les autres républiques de l'ex-Yougoslavie, sont apparus des leaders nationalistes. Grâce au soutien massif des pays occidentaux aux différents protagonistes, la guerre a embrasé la Yougoslavie. De terribles sanctions économiques ont été imposées au pays (en fait à sa population). On peut dire, pour être concis, que le résultat de la guerre a été un appauvrissement massif de la population (particulièrement des travailleurs : le revenu par habitant est de 5 000 F/an, ce qui fait des Yougoslaves les plus pauvres des européens), une suppression totale

des droits de l'homme "de base" (pas de liberté de parole par exemple) et un Milosevic toujours au pouvoir. Les bombardements n'ont pas affecté sa clique, ils ont par contre touché de plein fouet la population : les lieux de travail ont été détruits, les hôpitaux et les écoles ont été bombardés et le nationalisme, qui était en train de diminuer, a explosé pour atteindre des niveaux records.

## L'OPPOSITION ET LES ELECTIONS DE SEPTEMBRE

Lors des dernières élections (24 septembre), deux candidats avaient des chances de l'emporter : Milosevic et Kostunica.

Kostunica était le candidat de l'opposition unifiée. Politiquement, c'est un nationaliste conservateur; économiquement c'est un néo-libéral. En tant qu'anarchistes, nous nous sommes retrouvés face à un choix difficile : devons nous voter ou pas ? Voter était contre nos convictions, surtout voter pour un gars de droite comme Kostunica, mais pour certains, nous aurions plus d'espace pour pouvoir militer sous Kostunica plutôt que sous Milosevic. Je peux comprendre cet argument, même si personnellement je n'ai pas voté. Ce qu'on doit comprendre, c'est que sous Milosevic, il nous était impossible de publier quoi que ce soit, d'avoir une existence publique, de constituer des syndicats, tout ce qui est possible et

"normal" dans les pays de l'ouest était pour nous un rêve inaccessible. Notre groupe n'a pas donné de consigne. De toutes façons, personne ne s'y est trompé, puisque les militants d'Otpor et de l'Opposition révolutionnaire nous ont reproché notre abstentionnisme.

La nuit suivant les élections a été pleine de rumeurs et de nouvelles contradictoires, chaque parti donnant une version différente. La commission électorale n'a donné aucun résultat, mais il était évident, au vu des déclarations, que l'Opposition avait gagné. Le parti de Milosevic était dans un état de confusion totale. Ils ne savaient pas quoi dire. Le lendemain des élections, alors que leur site web reconnaissait la victoire de Kostunica, leur porte-parole affirmait publiquement le contraire. Trois jours après, au cours d'une grande manifestation, l'opposition a proclamé la victoire de son leader dès le premier tour.

Le lendemain, la commission électorale, totalement contrôlée par Milosevic, annonçait qu'un second tour serait nécessaire pour départager les deux candidats à l'élection présidentielle. Dès lors, il était évident pour tout le monde que Milosevic avait perdu les élections et qu'il essayait par tous les moyens de conserver le pouvoir.

## LES MINEURS PRENNENT L'INITIATIVE DE LA GREVE

Les mineurs de la principale mine de charbon se sont alors mis en grève illimitée, jusqu'au départ de Milosevic. L'électricité (produite par des centrales à charbon) a alors été coupée dans certains quartiers de Belgrade, le régime essayant de tourner une partie de l'opinion publique contre les mineurs. Cependant, le syndicat indépendant "Neza-visnost" indiqua qu'il y avait suffisamment de réserves de charbon pour produire de l'électricité, et que les coupures n'étaient qu'un stratagème du pouvoir.

L'Opposition a alors avancé

Suite page 4



l'idée de propager la grève générale comme moyen de lutter contre Milosevic, idée immédiatement reprise par la majorité de la population. Dès lors, la grève générale débuta le 2 octobre.

Le Groupe Libertaire de Belgrade, bien qu'encore modeste, y a largement participé. Dès le début, nous avons décidé de soutenir la grève générale, même si elle était plus ou moins organisée par des partis politiques. Naturellement, en tant qu'anarchistes, nous pensons que les partis politiques ne peuvent rien apporter de bon au peuple. De plus, nous leur sommes opposés car ils sont tous -sans exception- sur des positions nationalistes serbes et néolibérales. Mais pour nous, chasser Milosevic du pouvoir était (et reste) une priorité absolue, et nous pensons que cela ne pourra que bénéficier à l'ensemble des travailleurs.

## DÈS LE DÉBUT, UN MOUVEMENT POPULAIRE MASSIF

Dès le premier jour de grève, toute la Serbie était paralysée. Les ouvriers dans la plupart des entreprises publiques avaient cessé le travail, les étudiants et les lycéens s'étaient joints à eux.

C'est surtout dans les petites villes que le mouvement était perceptible, bien plus qu'à Belgrade, où seuls certains quartiers étaient bloqués. Ainsi, la ville ouvrière de Cacak, où il y a un petit groupe anarcho-syndicaliste très actif, était totalement dans les mains des révoltés. Seule une école primaire fonctionnait encore, servant de base aux policiers, qui ne tardèrent pas à en être délogés manu militari par les habitants.

La panique commençait à gagner le système. Certaines antennes locales de la Radio-Télévision Serbe cessèrent de diffuser les programmes contrôlés par Milosevic et commencèrent à infor-

mer la population de la situation réelle de la Yougoslavie : la grève était largement suivie, des barricades avaient été érigées dans les principales rues de Belgrade et sur les autoroutes partout en Serbie.

## LE MOUVEMENT SE DÉVELOPPE, LA CONFUSION AUSSI

Le second jour de la grève générale, de plus en plus d'entreprises rejoignaient le mouvement. La Serbie était proche d'un arrêt total de son activité. Belgrade fut bloquée pendant plus de six heures par des barricades et autres barages faits de bus et de tramways. L'avenue principale, qui traverse la ville de part en part, fut occupée pendant plus de deux heures. Dans certains quartiers, la police se mit à frapper les manifestants. Pour nous, cela signifiait que Milosevic avait compris que ses jours au pouvoir étaient comptés, et qu'il devrait avoir recours à la force pour s'y maintenir. Toutefois, les forces de police, qui avaient été jusque là un des plus fidèles piliers du régime, étaient aussi gagnées par le malaise. Certaines unités refusèrent de suivre l'ordre de réprimer les grévistes. Ailleurs, plus de 7 000 mineurs du charbon, en grève depuis trois jours, firent face à plus de 2 000 policiers anti-émeutes, au court de violents affrontements. Des policiers furent sérieusement blessés. La grève continua de plus belle, la population de la ville voisine de Lazarevac étant venue apporter son soutien aux mineurs.

Pour notre part, nous avons surtout été actifs dans la composante universitaire du mouvement, participant et organisant la grève à la faculté de Philosophie. Ceci nous a d'ailleurs valu des heurts avec les

"organiseurs" d'Otpor. Ces petits leaders en devenir, toujours à l'affût des caméras de télé, cherchaient à empêcher l'expression de ceux qui (comme nous) proposaient des formes d'actions autres que les traditionnels sit-in. Ils n'ont pas supporté que l'on empiète sur leurs plates-bandes. Ils n'ont pas apprécié non plus notre discours anti-capitaliste et anti-étatique. Ils ont essayé de nous empêcher de déployer notre drapeau rouge et noir dans les manifestations. Mais comme nous étions dans notre droit (et que nous étions aussi un certain nombre...), et aussi parce que les



autres manifestants nous ont rejoints sur l'idée qu'il fallait faire autre chose que de rester sur place à attendre qu'il se passe quelque chose, ils ont dû rebrousser chemin.

Nous avons néanmoins compris que sans idée et sans proposition, nous n'arriverions à rien. Nous avons apporté notre soutien et nos conseils aux activistes qui organisaient les manifestations étudiantes. Nous les avons mis en contact avec les syndicats indépendants de Serbie, avec qui nous entretenons de bonnes relations.

## AU TROISIÈME JOUR, LES PROTAGONISTES SE CABRENT

Au troisième jour de la grève, le mouvement était tendu dans l'attente de la grande manifestation prévue pour le lendemain. Des habitants de tous les coins de la Serbie

Suite page 6



devaient monter sur Belgrade, pour aider à bloquer totalement la ville. Parallèlement, la grève se répandait comme une tâche d'huile, des Comités de Quartier s'occupant de l'organisation du blocage au niveau local.

L'État durcit une nouvelle fois le ton en nommant recteur de la faculté de philosophie un professeur bien connu pour ses positions fascistes, ancien conseiller personnel de Karadzic, le leader ultra-nationaliste bosno-serbe. La faculté de philosophie est l'épicentre de toutes les manifestations contre l'État et l'autorité. Les étudiants ont donc décidé qu'ils bloqueraient l'Université. Nous avons alors érigé des barricades et monté une garde jour et nuit, afin d'empêcher le recteur de pénétrer sur le site universitaire.

Les militants du Groupe Libertaire de Belgrade ont été le fer de lance du mouvement sur la fac. Le lendemain, les professeurs se sont réunis en Assemblée Générale et ont décidé de nous soutenir.

### LA CONFRONTATION FINALE

Le quatrième jour fut crucial pour Milosevic. Dès le matin, on pouvait sentir dans l'air qu'un événement exceptionnel se préparait. Il était évident que les gens en avaient assez de Milosevic et de son régime. Les manifestants commencèrent à se réunir sur le square, devant la faculté de philosophie, à partir de 11 heures. Bientôt, il devint impossible de dénombrer la foule, tant les gens étaient nombreux. Ils arrivaient de partout, de toutes les villes de Yougoslavie. Selon certaines

estimations, plus de deux millions de personnes étaient dans les rues de Belgrade ce jour-là.

À trois heures de l'après-midi, la manifestation s'ébranla. Soudain, dans l'une des grandes rues du centre ville, un bulldozer fit son apparition. Il était clair que quelque chose de gros allait avoir lieu. L'engin de chantier avait été apporté par les habitants de Cacak, qui ont été les plus militants pendant les manifestations.

Arrivés devant le parlement, les gens y sont entrés par la force et ont commencé à y mettre le feu. La police a alors tiré des grenades lacrymogènes, mais pour la première fois, les gens ont riposté ! Alors que quelques policiers commençaient à frapper avec des manches de pioche les manifestants, ceux-ci ont contre-attaqué victorieusement. On a alors vu des policiers cesser de combattre et rejoindre la foule. De très nombreux flics ont été blessés. Leurs uniformes, leurs casques et leurs boucliers ont été pris par les assaillants comme trophées. Quelques cars de police ont été également détruits dans le même temps.

Ensuite, les émeutiers se sont rendus à la Maison de la Radio-Télévision. Ils s'en sont rapidement emparés, puis y ont mis le feu. Les employés des stations de télé ont alors pris le contrôle des programmes. Pour la première fois depuis dix ans, la télévision nationale parlait contre Milosevic, et bientôt, tout bascula complètement. De son côté, la commission électorale déclara qu'elle avait fait une erreur et que, finalement, c'était le candidat de l'opposition qui avait gagné.

La nuit après la prise du Parlement et de la Télévision, la célébration de la liberté retrouvée éclata partout. C'était une véritable liesse populaire, les gens étaient dans la rue, s'embrassant les uns les autres. On pouvait voir sur les visages des sourires et des larmes de bonheur.

À l'Université, nous avons commencé à nous réapproprier les institutions et les locaux, afin qu'ils soient gérés par les étudiants eux-

mêmes, et non par l'État comme auparavant, ni par les sociétés privées comme le voudraient les libéraux.

### CONCLUSION PROVISOIRE

Aujourd'hui, un nouvel état "démocratique" est en train de s'édifier. Nous restons pour notre part fermement ancrés dans nos convictions et nos positions anarchistes. Nous continuerons à combattre cet État aussi fort que nous le ferions pour n'importe quel autre, d'autant que des pourparlers ont déjà lieu pour que la Yougoslavie rejoigne le FMI !

Quels enseignements pouvons-nous retirer, à chaud, de ces événements ?

Pour nous, anarcho-syndicalistes de Yougoslavie, l'intérêt de ce mouvement populaire réside dans la démonstration éclatante que le concept de Grève Générale n'est pas démodé, car ce ne sont pas les élections de 96 qui ont changé la donne, pas plus que celles de septembre, mais bien la pression populaire de la rue qui a fait basculer le pouvoir. Cette Grève Générale a montré que lorsque les gens sont unis autour d'un but (évincer Milosevic du pouvoir en l'occurrence), quand ils croient en la solidarité et l'appui mutuel, alors tout est possible.

Cette grève a aussi réaffirmé le rôle central des travailleurs qui sont et continueront d'être l'élément dynamique pour tout changement révolutionnaire dans la société. En effet, sans le soutien des mineurs de charbon, et sans l'influence décisive des ouvriers de Cacak, rien ne se serait passé, notamment lors des derniers jours de protestation.

Il ne fait aucun doute que notre société a fait un pas vers la liberté, mais, dans une perspective anarchiste, ce n'est qu'un seul et petit pas. Pour atteindre notre but d'une société libre, sans autorité illégitime, sans classe et sans exploitation, nous devons lutter plus dur encore, et alors peut-être que l'idée d'un monde réellement libre triomphera !!!

Salutations anarcho-syndicalistes.

Ratibor ♦

A la suite de la lettre d'un lecteur, que nous reproduisons ci-dessous, nous avons eu un débat sur le conflit israélo-palestinien. Nous avons pensé intéressant d'en donner ici, à travers la réponse d'un membre de la rédaction et l'opinion de deux autres militants, les grandes lignes. Nous y joignons quelques informations reçues de cette région du globe.

## Massacre feutré

On nous dit que ce qui se passe en Palestine ne concerne pas les libertaires, étant donné que ce sont deux nationalismes, deux formes d'intégrisme, deux États (ou futur État...), de la violence des deux côtés et des revendications qui n'ont rien à voir avec la révolution sociale et la lutte de classes. On pourrait dire ça de toutes les guerres, même celles "de libération", même celles qui ont mobilisé certains d'entre nous à d'autres époques, comme les "sales" guerres d'Algérie ou du Vietnam. Ce que j'aimerais bien qu'on m'explique, c'est la différence entre une lutte contre le colonialisme en Algérie, par exemple, et la même lutte en Palestine.

À propos de l'Algérie, quelques-uns nous disaient déjà (et beaucoup le font maintenant, rétrospectivement) que les Algériens ne voulaient en fait qu'un État à eux, condamné à devenir intégriste, bien moins démocratique et pluraliste que l'État français (ce qui s'est d'ailleurs vérifié). Fallait-il renvoyer dos à dos les colons et ceux qui luttaient contre le colonialisme, l'État français et une révolte contre cet État ? Faut-il ressusciter le mythe éculé du bon Occidental civilisé qui dispense la démocratie à des populations qui, sans lui, sombreraient dans l'intégrisme et la barbarie ? Faut-il, entre deux maux, choisir le "moindre", c'est-à-dire le maintien du colonialisme contre un futur nationalisme ? Ce serait oublier un peu vite que cette démocratie est à l'usage exclusif du colonisateur. Et ce qui est vrai pour l'Algérie l'est à plus forte raison pour la Palestine, avec l'apartheid en plus.

Pourtant, dès qu'on parle d'Israël, il y a un blocage. Comment en est-on arrivé là ? Qu'y a-t-il de si particulier avec ce pays qui nous force à accepter ce qu'on n'accepterait dans aucune autre circonstance, à tourner

pudiquement le dos à ce qui serait insoutenable partout ailleurs. Cela fait un bon moment, déjà, que la moindre critique contre Israël ou le sionisme est taxée d'antisémitisme et que l'anathème est diffusé par les partis politiques et les médias, devenant un dogme, le seul contre lequel s'écrasent toutes les luttes. Apparemment, les libertaires ne sont pas plus capables d'y réagir que les autres, peut-être même moins, et cela ne peut vouloir dire que deux choses : soit ils sont d'accord (ce que je soupçonne, et ce serait grave, non seulement politiquement, mais sur le simple plan humain), soit ils ne sont pas d'accord, mais ils se sentent incapables de répondre, par manque de courage face à un consensus trop fort pour eux. Dans ce cas, il vaut mieux qu'ils laissent tomber le militantisme, ils ne sont pas de taille à aller plus loin qu'un petit antifascisme frileux, consensuel, et ils ne feront jamais le poids face à des ennemis autrement plus pugnaces...

### L'Histoire se répète.

L'Histoire se répète. Il s'est trouvé de bonnes âmes "révolutionnaires" en Allemagne, en 1939, pour prétendre que les juifs ne s'intéressaient qu'à leurs problèmes particuliers, qu'ils voulaient construire leur État au lieu de faire la révolution mondiale et qu'ils étaient donc pour la collaboration de classe, qu'ils détestaient en fait ceux qui n'étaient pas comme eux et qu'ils se montreraient plus racistes encore que les autres une fois leur État construit. Au moment où les camps de concentration commençaient à s'installer, ces "révolutionnaires" avaient des tâches plus urgentes, qui concernaient, elles, l'ensemble de la classe ouvrière, par exemple les cadences infernales chez Krupp.

Ce n'est pas comparable ? Je

voudrais bien qu'on m'explique pourquoi. Il y a, là aussi, la même situation d'urgence. Pour que les Palestiniens soient pris au sérieux, eux qui n'ont rien, qui ne peuvent même pas mettre un pied en dehors de leurs ghettos, devront-ils nous prouver qu'ils s'intéressent à la grève des hôtesse d'El Al, aux revendications des employés de la banque Salomon Brothers ou aux manifestations des camionneurs israéliens contre l'augmentation du prix de l'essence ? Ils sont peut-être bornés, intoxiqués par la propagande islamiste et nationaliste, mais ils sont encore assez intelligents pour comprendre qu'ils n'auront jamais accès à ce qui fait d'Israël une démocratie, un pays présentable, où la lutte de classes se déroule proprement. Et ils sont surtout assez intelligents pour reconnaître leurs bourreaux immédiats, ceux qui les empêchent non seulement de vivre décemment, mais de vivre tout court.

D'un côté une démocratie moderne et de l'autre le Moyen Âge : de quel côté allait pencher la balance de l'indignation bien-pensante après plusieurs semaines de massacres ? On n'a pas tardé à le savoir. Au bout de quelques jours, la situation était renversée, les bourreaux devenaient les victimes, Israël était menacé d'anéantissement et résistait, "le dos à la mer", à des hordes de barbares arabes assoiffés de sang. Et ici, ceux qui essayaient d'aider les Palestiniens étaient sommés de s'expliquer sur leur antisémitisme, car l'antisionisme n'est qu'un antisémitisme qui se déguise, c'est bien connu. La couverture du Point titrait sur "l'antisémitisme en France", alors que dans son édito de Courrier international l'inénarrable Alexandre Adler nous demandait de faire "attention à l'islamisme nouvelle manière". Dans l'édito de L'Express, on pouvait lire : "... bien des dirigeants arabes d'hier regretteront que la solution de Hitler n'ait pas été suffisamment finale... Israël a malheureusement dû apprendre... que pour survivre dans un monde hostile il faut être impitoyable."

Le sinistre Bernard Henri Lévy, qui a cessé de nous faire rire depuis longtemps, résumait, lui, le massacre des Palestiniens Suite page 8

à une balle perdue : "... de la balle perdue - car il faut dire et répéter qu'il s'agit, jusqu'à nouvel ordre, d'une balle perdue - qui a tué le petit Mohamed à Gaza." Sans doute pense-t-il que ses lecteurs, même aussi aveuglés par la haine que lui, ne sont pas susceptibles de lire la presse ou voir les images à la télé et s'apercevoir que le petit Mohamed et son père, qui était à côté de lui, ont reçu chacun plusieurs balles. Et que la plupart des deux cent vingt victimes sont des enfants. Ça fait beaucoup de balles perdues et de bavures pour des tireurs d'élite. Mais le principal, c'est que le poids des mots et le choc des photos, comme on dit à Paris-Match, fasse son ouvrage. C'est ce qu'a compris Libé en titrant "*L'horreur*" après le lynchage de deux soldats israéliens. Si un lynchage par une foule fanatisée est en effet horrible, Libé n'a pas été capable de voir l'autre horreur, moins spectaculaire il est vrai, de soldats qui tirent en prenant leur temps, calmement, méthodiquement, régulièrement, pendant plusieurs semaines, avec des armes ultramodernes qui ne laissent aucune chance à celui d'en face, protégés par leurs gilets pare-balles, leur opinion publique, leur auréole de peuple martyr et la lâcheté des "révolutionnaires" occidentaux. Et qui, quand il y a le moindre risque, préfèrent éviter tout contact en utilisant des chars, des mitrailleuses et des hélicoptères de combat. David contre Goliath, mais cette fois c'est le plus fort qui écrase l'autre et qui en plus veut qu'on le comprenne.

Difficile de soutenir les antimilitaristes et les déserteurs des deux camps, comme on nous le suggère, quand il n'y a qu'une seule armée - une armée d'occupation. Cela n'est destiné qu'à nous éviter de prendre position sur le fond, qui n'est pas seulement une répression (féroce depuis longtemps, mais qui n'a plus aujourd'hui aucune retenue), mais surtout le quotidien horrible de toute une population.

Mieux que des supputations, qui seront taxées de parti pris, voyons le bilan de la situation et ce que nous prédit un journaliste d'Ha'Aretz, un journal de gauche modéré israélien :

## La hafrada

"La *"hafrada"* (séparation, ségrégation) est cette idée que ressortent les dirigeants israéliens chaque fois qu'ils doivent répondre au violent défi politique posé par les Palestiniens. [...] En encerclant les localités palestiniennes, en positionnant des chars d'assaut et en tirant sur les *"sources de feu"* pour venir à bout d'un soulèvement populaire, le ministère de la Défense applique déjà un plan dont l'objectif est d'étrangler les territoires contrôlés par l'Autorité palestinienne et de mettre à genoux leurs habitants en les affamant et en les assoiffant.

La "séparation" est bien plus efficace que le recours aux tanks et aux hélicoptères, ces derniers moyens étant hélas plus médiatiquement dérangeants que le chômage, la famine et la privation de soins de santé. Qui chez nous se soucie de ce qui se passe "*là-bas*", dans ces camps retranchés appelés *"territoires de l'Autorité palestinienne"* ? C'est pourquoi l'idée de la *"hafrada"* a le soutien d'une écrasante majorité d'Israéliens, y compris dans le camp de la paix, dont le cri de ralliement reste : "*Séparons-nous dans la paix !*"

"*Eux chez eux, nous chez nous*" et "*Chassons Gaza de Tel-Aviv*" sont des slogans que partagent la gauche et la droite depuis bien avant Oslo, et ils restent d'actualité maintenant que la haine envers les Palestiniens et le désir de les tenir à distance a finalement percé la fine pellicule de politesse de nos politiciens. [...] Quiconque connaît les complexes interrelations entre Israéliens et Palestiniens sait pertinemment que la "séparation" est une vue de l'esprit et que la "*séparation unilatérale*" n'est qu'un euphémisme pour parler de châ-timent collectif.

Les plans de séparation consistent en des arrangements sécuritaires entre blocs d'implantations juives et enclaves palestiniennes. La ligne de démarcation à tracer entre Israël et les territoires réorganisés est définie comme "*une frontière qui respire*" ("*gvoul noshem*"), c'est-à-dire une frontière "*perforée*" qui ne limitera pas la liberté de mouvement des

Israéliens, mais bien celle des Palestiniens. Les arrangements de sécurité veilleront donc à ce que cette frontière ne soit "perméable" que pour les Israéliens.

Cette frontière à la perméabilité à sens unique sera d'autant plus efficace qu'une séparation absolue sera opérée par Tsahal le long des frontières extérieures de la Palestine du mandat britannique [Israël, Cisjordanie et Bande de Gaza]. Le contrôle des flux externes est une condition nécessaire à la création d'une frontière interne perméable, sinon Israël perdrait le contrôle des flux de personnes et de biens en provenance de l'étranger et serait alors obligé d'établir des frontières totalement hermétiques entre Israël et les territoires palestiniens.

C'est seulement s'il y a une séparation externe sous contrôle israélien que la "*séparation unilatérale*" peut servir de moyen de coercition contre un futur État palestinien. En effet, si l'État palestinien entretenait des contacts directs avec le monde extérieur, comment Israël pourrait-il empêcher les Palestiniens de recevoir une aide extérieure et de développer leur économie ? Une telle aide permettrait aux Palestiniens de desserrer l'étau israélien. C'est pourquoi l'encercllement des villes de Cisjordanie et de Gaza, première phase de la séparation unilatérale, devrait être suivi de la fermeture de l'aéroport de Dahaniyeh et du blocus maritime de la bande de Gaza.

[...] Il est toutefois surprenant et déprimant que beaucoup d'Israéliens considèrent ce plan comme la base d'une coexistence et d'une coopération entre Israéliens et Palestiniens. Le prix de la "séparation" sera payé par la partie faible et assujettie, les Palestiniens. La "*hafrada*", qui n'est qu'un instrument d'asservissement, porte un nom en afrikaans : "*apartheid*".

Voilà qui va rassurer certains : ce n'est pas Auschwitz, ce n'est que Soweto. Le but n'est pas d'exterminer les Palestiniens, mais de les disperser, de leur rendre la vie impossible, de les faire partir ou de les parquer dans des ghettos, d'en faire un peuple de réfugiés ou de clochards.

Suite page 9



Pas étonnant que ces derniers se tournent vers les nationalistes et les intégristes, vu le soutien que nous, "révolutionnaires" et "laïques", sommes capables de leur apporter. Israël l'a bien compris, qui a éliminé en priorité toute révolte laïque pour mieux agiter ensuite l'épouvantail de l'intégrisme.

Pendant ce temps, ici, il a suffi de quelques provocations pendant des manifs de soutien, puis des cocktails Molotov contre des synagogues pour arrêter toute solidarité. Il est apparemment impossible pour les "révolutionnaires" de s'expliquer sur les débordements, c'est tellement plus simple d'adopter un profil bas et de tout stopper. Ce qui a permis à SOS Racisme et à l'Union des étudiants juifs de France de lancer leur honteuse tournée de propagande dans les lycées pour dénoncer le racisme, c'est-à-dire non pas les pogroms contre les Palestiniens, car "il ne faut pas importer ici les problèmes du Moyen-Orient", mais l'antisémitisme, qui est la "véritable nature" de ceux qui dénoncent Israël. Il a même été question un moment d'une grande manif contre l'intolérance (toutes religions confondues, comme si c'était un problème de religion) avec ceux-là mêmes qui manifestaient quelques jours plus tôt pour soutenir Israël et la répression.

Alors, continuons nos manifs antifascistes habituelles, au moins nous serons nombreux, il y aura ensemble nos amis et nos ennemis, et nous pourrions oublier que le fascisme "réel" est ailleurs, qu'il a changé de nom depuis belle lurette, qu'il se fait appeler maintenant mondialisation, libéralisme, néocolonialisme, mais que sous son gant de velours à usage occidental il peut retrouver ses méthodes brutales, comme nous avons pu le voir ces jours-ci. Ses leaders ne sont pas Le Pen ou Haider, pantins pitoyables qu'on agite devant nous pour cacher les véritables acteurs de la tragédie mondiale, les Clinton, Blair, Jospin et autres Barak. Ceux-là et leurs successeurs ont de bons jours devant eux...

Marius Jacob. ◆

## Penser la globalité du problème

Cher lecteur\*1, Quel est le problème ? Tu dénonces un blocage vis à vis d'Israël, qui toucherait jusqu'aux libertaires : devrait-on éviter sur ce plan toute critique ? Non ! L'insoutenable l'est partout et pour tout le monde.

Veux-tu nous entendre dire qu'Israël est un Etat autoritaire, qui opprime les Palestiniens ?

C'est évident ! Aucun des compagnons qui s'est exprimé lors des débats n'a tenu d'opinion contraire. Bien sûr, cette affirmation ne vaut que pour nous et nous ne représentons pas (ni n'entendons représenter) l'ensemble des libertaires.

Globalement, l'analyse faite de l'Etat d'Israël est celle d'un Etat autoritaire qui impose une logique militariste, nationaliste et religieuse à ses habitants (voir par exemple la formidable militarisation de l'enseignement, l'absence de séparation entre l'Etat et la religion), et qui fonctionne sur un système d'apartheid entre Juifs et Palestiniens. Au delà du mot, il est frappant de constater à quel point les justifications d'un tel système sont



communes : "le Boer avec sa bible et sa carabine" (die Boer met sij bijbel en sij roer) se revendiquait lui aussi d'un grand exode (le Grand Trek de 1836-1840) et rendait grâce à l'évidente "volonté divine" qui lui donnait le pouvoir\*2. Le régime instituait la séparation des "races" et reposait sur la ségrégation résidentielle, dans l'emploi, dans les conditions de vie, en s'appuyant sur une police et une armée omniprésentes. Nous étions clairement contre l'apartheid en Afrique, nous

sommes clairement contre l'apartheid en Palestine. De même que nous sommes clairement contre tout Etat, et ce, d'autant plus fortement qu'il est militaire ou religieux, quelle que soit cette religion.

Mais faut-il se limiter à cette condamnation, en oubliant l'ensemble du problème ? Tu sembles penser que oui, car tu en fais une question d'urgence.

Ainsi fonctionne le système qui nous étouffe : il ne met les problèmes sous les feux de l'actualité que quand ils sont en situation d'urgence, quand les solutions qui paraissent évidentes et parfois même les seules solutions possibles ne sont en fait que des palliatifs. Suivant les moments, l'urgence, c'est de pomper le pétrole, d'envoyer des sacs de riz, des bombes ou des casques bleus, de faire une réglementation propre... et on élude les raisons qui font que des pétroliers coulent, que la famine s'installe, qu'un conflit flambe, ou que le monde devient une poubelle. Ce qu'on appelle l'actualité nous pousse, tels des cabris, à sauter d'urgence en urgence sans

jamais avoir le temps de réfléchir à la globalité et de s'attaquer au fond commun de toutes les urgences : l'exploitation capitaliste. Pour notre part, notre militantisme s'inscrit dans le refus de nous laisser balotter par des urgences choisies

par le système. C'est un choix stratégique qui évite souvent de se laisser piéger par l'actualité.

Tu aimerais que l'on t'explique la différence entre la lutte contre le colonialisme en Algérie et la même lutte en Palestine. Il n'y en a qu'une, mais de taille : quarante ans. Pendant des années, les luttes de décolonisation ont tenu en haleine la moitié de la planète. N'oublions pas ce qu'elles étaient : le militant de base du FLN, celui du Viet-cong pen- Suite page 10

saient se battre non seulement contre leur colonisateur, mais aussi et surtout pour un monde plus juste, un monde meilleur. Peut-on faire comme si tout cela n'avait pas existé ? Et comme si, une fois ces luttes gagnées, l'exploitation n'avait pas continué ? En désignant comme seul ennemi le colonisateur, on a mené la lutte contre la partie émergée de l'iceberg : on a constitué des nations, des États et on a surtout relancé le cycle de l'exploitation. Peut-on continuer à faire semblant d'ignorer que les "maîtres du monde" avaient programmé, dès les années 40, cette évolution, cette fin de colonisation "à l'européenne", pour lui préférer de nouvelles formes d'exploitation du tiers-monde, mises en place avec la complicité d'une "bourgeoisie de libération"\*3 ? Peut-on avoir les mêmes illusions que dans les années 50 ?

Certes, on doit dénoncer une répression féroce, à coups de balles et de roquettes contre des pierres, mais ce serait une erreur de soutenir les yeux fermés une logique qui mène tout droit au renforcement des nationalismes et à la création d'un nouvel État. Mieux vaut soutenir les tentatives de transformer des luttes de libération nationales en luttes révolutionnaires, plutôt que ce qui est un détournement de la lutte des classes (sous une forme ou une autre) en lutte nationale !

La création de l'État d'Israël fut une victoire du courant étatiste et autoritaire (auquel les religieux, d'abord opposés, se rallièrent) contre divers courants qui dénonçaient la volonté de créer artificiellement une nation juive inexistante et défendaient

une vision de la lutte révolutionnaire vers une société sans classe. C'était l'opinion des anarcho-syndicalistes, de Rosa Luxembourg, mais aussi du Bund (Union générale des travailleurs juifs de Russie, Pologne et Lituanie créée en 1897), qui entendait développer la lutte des classes dans la "communauté" juive. Cette victoire étatiste a été imposée aux Palestiniens, mais aussi à bien des Juifs. La situation étant devenue ce qu'elle est aujourd'hui, les dirigeants israéliens présentent la défense d'Israël comme une nécessité, une urgence. Le réflexe communautaire joue à fond et le piège du nationalisme et de l'État se referme.

Pourquoi cette longue considération ? Parce que, justement, il ne s'agit ni de renvoyer dos à dos les protagonistes, ni de désigner les "bons" contre les "méchants", en mélangeant victimes et bourreaux. Une dénonciation simpliste renforcerait cette logique absurde qui fait de tout Juif, fut-il non sioniste, un suppôt d'Israël et de tout Palestinien un suppôt de son futur État, alors même que ce qu'il revendique, ce n'est pas tant un État, que le droit de vivre comme tout le monde. "Israéliens" et "Palestiniens" ne sont pas les deux groupes homogènes pour ou contre lesquels on devrait prendre parti : leur séparation repose sur des critères de "races", religions ou nationalités, critères qui sont sans réalité ou sans valeur pour un anarcho-syndicaliste. Il n'y a là que manipulation des habitants de cette région du monde par leurs dirigeants respectifs, les montant les uns contre les autres en leur expliquant que l'ennemi est celui qui est de l'autre "peuple", de l'autre religion... alors que l'ennemi est celui qui les exploite.

L'État d'Israël et les dirigeants du mouvement palestinien

sont les deux faces d'une même médaille : en fin de compte, c'est LE PEUPLE, c'est à dire la majeure partie de la population, celle qui n'a pas accès au pouvoir, qui se trouve dans l'impasse, et des deux côtés. C'est pourquoi nous appelons à la désertion dans les deux camps. Nous devrions plutôt dire que nous appelons à la résistance.

Résistants, justes, ainsi devrions-nous appeler tous ceux qui, qu'ils soient nés dans un territoire ou un autre, dans une famille ou une autre, ont assez de conscience humaine pour refuser de devenir les rouages d'une machine qui les broie, assez de conscience politique pour voir où est réellement leur ennemi : dans un système économique qui a besoin de la guerre, de la misère, du nationalisme et du racisme pour maintenir l'exploitation et assurer les privilèges de quelques-uns contre les besoins de tous.

B. Hart ◆

\*1 Réponse d'un membre de la rédaction qui reflète, au moins partiellement, la position de la CNT/AIT Toulouse, après débats.

\*2 Préambule de la constitution d'Afrique du Sud (1961) : "En humble soumission à Dieu tout-puissant, qui a rassemblé sur cette terre nos ancêtres venus de toutes parts et la leur a donnée, qui les a guidés de génération en génération, qui les a miraculeusement délivrés des dangers qui les menaçaient...".

\*3 En 1941, Roosevelt inscrit dans la Charte de l'OTAN le "droit des peuples à se gouverner eux-mêmes". En 49 Truman, dans son discours d'investiture, insistait sur le sujet. En 1952, l'A.G. de l'ONU réaffirmait la nécessité d'une décolonisation générale.



La lutte contre l'injustice sociale dans le conflit israélo-palestinien est transférée sur le terrain de la haine sociale et de la défense des territoires, au profit de la classe bourgeoise israélienne et palestinienne. Le capitalisme, dans ce conflit comme dans tous les autres conflits (Yougoslavie, Tchétchénie, ...) n'a d'autre but que de pérenniser sa domination en proposant des thématiques religieuses ou nationalistes pour détourner les opprimés de la seule lutte qui les libérera : la lutte des classes.

À ce titre, le conflit israélo-palestinien est, d'après moi, un outil et un moyen du capitalisme. Il est à considérer comme un effet, et je continue à penser que c'est le capitalisme qu'il faut éradiquer et que seule une solidarité internationale de tous les exploités permettra de le combattre. C'est bien cette radicalité qui nous permettra d'agir et non de réagir aux manipulations médiatico-politiques qui nous allèchent périodiquement avec des "événements" qui enflamment la planète et qui ont pour but de nous indigner mais en restant confortablement assis devant notre télévision. L'État a mis en place des relais dont la fonction d'indignation est fort utile pour anesthésier et empêcher beaucoup de gens d'aller jusqu'au bout d'une réflexion politique, j'ai nommé entre autres, BHL, Ramonet, etc...

Cela me fait penser fortement au "Ministère de la Haine" qu'Orwell décrit dans "1984" et qui consistait à présenter tous les jours un bouc émissaire à tout le peuple, pour qu'il se défoule. C'est comme ça que durent les dictatures et les démocraties capitalistes. Le conflit israélo-palestinien n'est pas un événement, c'est un élément structurel du système capitaliste qui l'a créé et qui l'entretient au profit de la classe dominante israélienne et palestinienne. Comment peut-on s'étonner des massacres perpétrés, des moyens employés ? Ce n'est pas ce conflit qui nous fera démentir notre opposition à la guerre, à l'armée, aux forces de répression.

Toute guerre est forcément violence, déséquilibre et pouvoir. L'État d'Israël a exploité sa position de juif pour légitimer sa puissance militaire, aidé en cela par les capita-

listes qui savent où placer leur fric. Le conflit israélo-palestinien est une valeur sûre pour les USA, l'action ne risque pas de baisser. Il y aura encore du sang pendant longtemps. Les bourgeois palestiniens et israéliens continueront à exploiter économiquement les travailleurs israéliens et palestiniens et à en faire de la chair à canon. S'il y a une spécificité dans ce conflit, il peut se trouver dans le fait qu'il met en présence des individus qui ont payé de leur vie la mise en œuvre de l'outil du capitalisme, et qui peuvent faire de cette conscience historique un moyen d'oppression envers d'autres gens. Quelle utilisation, quelle exploitation a fait le système capitaliste de ce génocide pour pervertir cette conscience ?

Là est, il me semble, le débat de fond : rechercher, identifier ce que met en place le système, les liens qu'il impose insidieusement entre les gens et qui font qu'un ouvrier totalement exploité vote FN

ou qu'un individu ayant subi la transformation de sa condition humaine en condition animale fasse subir à son tour cette transformation.

Là aussi, l'histoire nous donne raison de refuser tout État. Israël est un État comme un autre, générateur d'oppressions et d'inégalités. Le capitalisme, et donc l'État d'Israël, ont utilisé le génocide juif pour créer une communauté fictive permettant ainsi la pérennisation de l'aliénation et de l'impact religieux. Il est des juifs qui ne se reconnaissent que dans la communauté du peuple opprimé.

GG ◆



### YESH GVUL

Yesh Gvul ("Il y a une limite"), mouvement de soldats de l'armée israélienne qui refusent de servir l'occupation nous informe que Noam Kuzar, un jeune conscrit de 19 ans a été condamné le 25 octobre à la prison militaire pour avoir refusé de participer aux actuelles opérations de répression. Apprenant que son unité devait aller renforcer le dispositif répressif, Noam a annoncé à ces officiers qu'il refusait d'y participer pour des raisons de conscience. Il a donc refusé de monter dans le bus avec les autres soldats. Yesh Gvul pense que Noam ne restera pas un cas isolé et que d'autres jeunes refuseront de marcher.

### MATSPEN

De son côté, le Matspen (Collectif anarchiste de la Méditerranée Orientale) nous informe de sa campagne contre la guerre et pour le communisme libertaire. Il est intéressant de noter que ce groupe a choisi le terme "Méditerranée orientale" car il est libre de toute couleur sioniste israélienne, nationaliste palestinienne ou eurocentriste (comme l'est *proche-orient*). Un exemple à méditer.

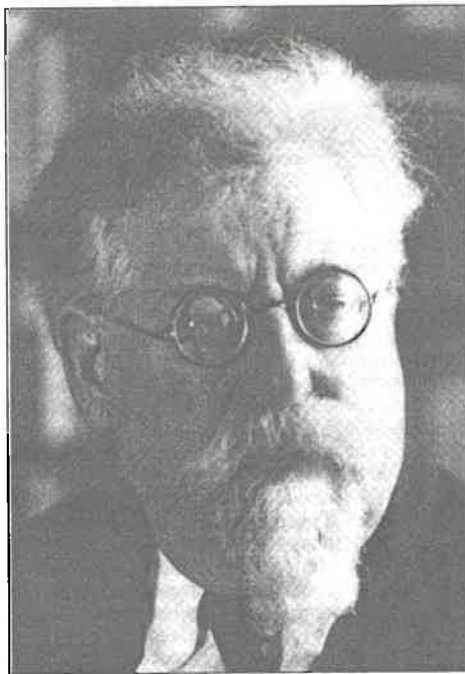
Dans *"La déclaration des principes du syndicalisme"* Rudolph ROCKER, un des principaux fondateurs de notre Internationale, nous décrit le processus qui a conduit à la décomposition de la première AIT à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle : sur une dizaine de pages, on peut lire comment les thèmes (imposés par Marx et Engels) de l'action parlementaire et de la conquête du pouvoir politique, étroitement liés à la fibre nationaliste, ont conduit à la confusion, à la décomposition et finalement à la destruction du mouvement ouvrier international à cette époque. Ce processus a trouvé son terme dans les grandes boucheries (où les ouvriers furent la chair à canon de leurs bourgeois) que furent les guerres du XX<sup>e</sup>.

*"Les prises de position politiques et idéologiques des partis ouvriers les conduisirent à se ranger du côté de leur gouvernements respectifs"* nous rappelle Rocker. Dans ces tragiques prises de position, le nationalisme et le régionalisme ont toujours joué un rôle essentiel. En effet, les prises de position politiques des partis ouvriers étaient conditionnées à la fois par l'influence marxiste et l'influence nationaliste (dont le sionisme) qui laissaient croire que l'amélioration des conditions de vie étaient liées à l'existence et au renforcement des États respectifs.

Depuis sa restructuration à partir de 1920, l'Association Internationale des Travailleurs a entériné que l'internationalisme est un élément central de l'organisation des révolutionnaires. L'association des travailleurs de tous les pays est le préliminaire essentiel à la libération de la classe prolétarienne internationale, alors que les politiques parlementaristes et nationalistes sont des facteurs de division dans le mouvement ouvrier.

C'est pourquoi, quand ils ont reconstitué l'AIT, les anarcho-syndicalistes ont tiré les conclusions qui s'imposaient de cette phase historique, en déclarant dans les statuts constitutifs, au paragraphe *"Principes du syndicalisme révolutionnaire"* : *"Aucune forme d'État, quelle que soit sa*

*dénomination, ne pourra jamais être un instrument de libération pour l'homme, au contraire elle sera toujours créatrice de nouveaux monopoles et de nouveaux privilèges"*. En conséquence, *"Le syndicalisme révolutionnaire rejette toutes les frontières poli-*



*tiques et nationales, créées arbitrairement, et déclare que le nationalisme est la religion de l'État moderne, derrière laquelle se cachent les intérêts matériels des classes dirigeantes"*. Aujourd'hui où l'on assiste à une remontée des courants nationalistes, régionalistes et xénophobes, ce principe, dont l'histoire a montré la véracité, doit rester présent dans les analyses de tout anarcho-syndicaliste.

Sur le plan pratique, le

syndicalisme révolutionnaire combat le militarisme et la guerre, recommande la propagande contre la guerre, le boycott et l'embargo sur les marchandises nécessaires aux belligérants, la grève générale préventive et révolutionnaire... car *"Les prolétaires de tous les pays doivent établir en dehors de toute politique bourgeoise, la solidarité et l'action révolutionnaire"* (Résolution de St IMIER, 1872).

Aujourd'hui les conflits nationalistes armés sont plus localisés et d'ampleur variable (pays Basque, Corse, ex-Yougoslavie, Palestine, ...). Ceci ne change rien à la problématique. La faiblesse numérique et le discours trompeur des groupes nationalistes ou religieux, aussi violents soient-ils, ne leur imprime aucun caractère révolutionnaire.

Au contraire les travailleurs doivent éviter ces pièges, s'unir par delà les clivages artificiels politiques, ethniques ou religieux, en créant des sections de l'A.I.T., refuser de suivre les plus ou moins grands chefs militaires, émirs ou généraux, désertier et s'in-soumettre.

Un CaNuT ◆

### Brochures à lire sur le sujet :

**"La Déclaration des principes du syndicalisme"**,  
de Rudolph Rocker, traduite et  
éditée par la CNT- AIT de  
Marseille.

**"De la première internationale à l'A.I.T."**  
par Antoine Castel, éditée par la  
CNT AIT Toulouse.

En ventes au journal  
(10 francs chacune, port compris).

Les bilans des années précédentes nous ont conduit à élargir aux travailleurs de la restauration rapide la journée de solidarité que le syndicat inter-corporatif CNT-AIT de Toulouse organise chaque année depuis 1995 avec les travailleurs de Mac Do le samedi qui suit le 12 octobre, date anniversaire de la mort de Marc Hopkins (salarié mort électrocuté dans un Mac Do).

### Les compagnons à l'action

Après un petit collage d'affiches en ville, dans la soirée du mercredi 11 octobre, le jeudi 12 octobre, des actions ciblées vers les employés sont organisées. Des petits groupes de militants vont distribuer des tracts à l'intérieur d'une dizaine de fast-food de diverses enseignes au Mirail, Basso Cambo, Plaisance, Gramont, Tournefeuille, Montaudran, Hers, Arnaud Bernard, Compans et Blagnac. Dans ce dernier, les employés ont réservé un accueil chaleureux à nos compagnons. Un peu partout, les jeunes employés, quelquefois surpris, accueillent positivement la distribution qui se fait de la main à la main. L'encadrement est moins content. Un manager du Mac Do d'Arnaud Bernard, un brin nerveux, laissera même un message peu aimable sur le répondeur du syndicat.

Samedi 14 octobre, 25 militants et sympathisants de la CNT, des Jeunes Libertaires et du CEPA renouvellent cette opération dans les fast-food du centre ville (Capitole et Wilson) et de nouveau à Arnaud Bernard et à la Gare Matabiau. Au

Quick du boulevard de Strasbourg, des employées sortent nous remercier de notre action de solidarité : elles sont en conflit avec leur direction, elles trouvent notre tract bien mais incomplet car elles dénoncent de plus la ségrégation pratiquée à l'encontre du personnel féminin. À Arnaud Bernard, le manager est "ravi" de notre deuxième visite de la semaine.

Les jours suivants, à nos tables de presse, sur le marché aux puces et au Mirail, on continue à nous réclamer le petit tract et à discuter sur le thème avec des employés ou des ex-employés de la restauration rapide. Visiblement, les tracts circulent sous cape dans les fast-food et sont affichés aux alentours des restaurants.

L'écho de ces petites actions parvient jusqu'aux médias-papiers et radios qui n'ont reçu de notre part aucune information. Ils se mélangent un peu les pinceaux, mais l'essentiel y est : les conditions de travail, la flexibilité, la précarité, les salaires ... sont dénoncés dans de petits articles de la presse locale.

Nous sommes loin de la

"mal-bouffe" et du cirque médiatique, mais beaucoup de chemin reste à parcourir.

### Bilan : il faut continuer

De nombreuses discussions avec les employés des fast-food ont donc eu lieu. La plupart du temps, il en ressortait que les salariés, lucides quant à leurs conditions de travail, vivaient comme une étape de leur vie professionnelle leur emploi dans ces fast-food. Une étape qui les prépare à mieux subir l'exploitation dans d'autres entreprises. Cela fait partie du système. "Quand on a fait trois ans de Mac DO, on peut tout faire" nous a confié une ex-employée. En ce qui concerne le Bovisme, aucun ne s'est senti concerné par ce syndicalisme-spectacle, certains l'ont même vécu comme une agression. De toutes façons, les salariés ignorent le petit monde politico-médiatique au moins autant que celui-ci les méprise.

La flexibilité organisée dans les entreprises de restauration rapide a la même fonction que celle du service militaire au temps jadis. Le nombre et la diversité des jeunes qui passent par là est de plus en plus important. Il s'agit d'un moule qui les prépare aux pires conditions de travail, qui les habitue à subir une hiérarchie, une pression permanente, qui par la suite seront ressenties comme normales ou comme un moindre mal. Car on peut difficilement trouver des conditions d'embauche pires que celles "offertes" dans ce secteur.

Les formes de résistance internes à cet apprentissage de la soumission sont rarissimes et la plupart du temps individuelles. Le syndicalisme classique, pour de nombreuses raisons, est absent de cette nouvelle donne sociale. Reste que, pour l'instant, peu de formes de luttes collectives et solidaires émergent de ce no man's land syndical. L'action de la CNT-AIT de Toulouse, dans ce contexte, est de montrer qu'il est possible, même dans ces conditions particulièrement difficiles, d'organiser la lutte collective et solidaire contre l'exploitation capitaliste. ♦

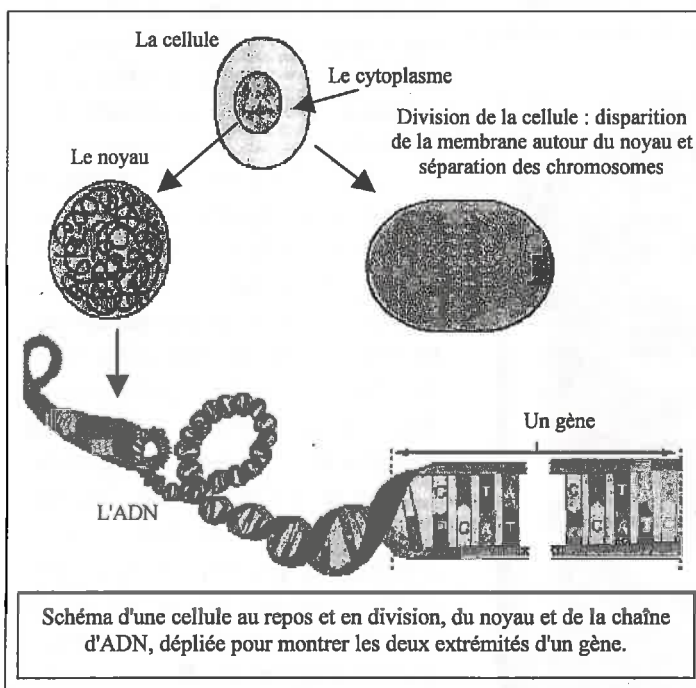


Il y a les OGM (organismes génétiquement modifiés) que les industries semencières et agroalimentaires veulent nous faire avaler, pour s'offrir de juteux marchés, en nous disant que c'est pour protéger l'environnement et pour lutter contre la faim dans le monde ; OGM dont on ne peut connaître les effets sur la santé sans jouer le rôle de cobayes, et dont on prévoit sans peine les dangers pour l'environnement... Et puis il y a la thérapie génique, qui n'a apparemment rien à voir, mais qui intéresse beaucoup les industries pharmaceutiques et qui devrait sauver l'humanité de ses tares et de ses maladies.

OGM et thérapies géniques sont deux applications des gros efforts de recherche en génétique, qui ont abouti au développement des techniques de génie génétique. Pour comprendre ce qu'est la "thérapie génique", mieux vaut avoir quelques bases en génétique. Et, si ce n'est pas le cas, voici d'abord un petit résumé des connaissances scientifiques sur la question.

## Les gènes :

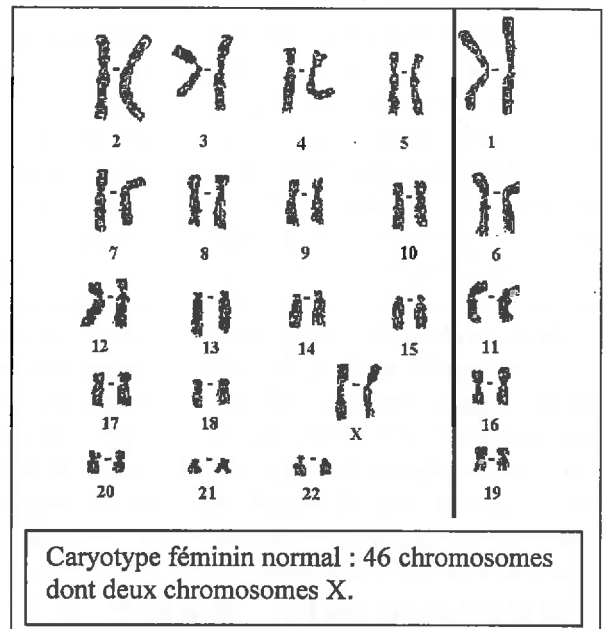
Tous les êtres vivants (végétaux et animaux) possèdent le même système de codage et d'expression de ce qu'on appelle l'"information génétique". Notre corps, par exemple, est constitué de milliards de cellules. Chacune contient un noyau, où se niche l'ADN, immense molécule (à la taille microscopique d'une cellule !) qui ressemble à une échelle torsadée. L'échelle d'ADN humain compte environ 3 milliards de "barreaux", composés de molécules particulières appelées "bases". La succession des bases est une sorte de code qui est lu dans les cellules et à partir duquel sont fabriquées les protéines indispensables à la vie.



En fait, il semble qu'environ 95 % de la molécule d'ADN n'ait aucune fonction, les 5 % restants contenant tout de même 100 000 gènes chez l'homme.

Un gène est un segment d'ADN qui contient l'ensemble du code nécessaire à la fabrication d'une protéine (et qui contient également des codes qui permettent et qui régulent cette fabrication).

Habituellement pelotonné sur lui-même en tortillons enchevêtrés les uns aux autres, l'ADN s'organise en bâtonnets appelés "chromosomes" lorsque la cellule se divise. Chaque chromosome est alors recopié à l'identique, les deux cellules "filles" emportant chacune une copie de l'ADN de la cellule initiale<sup>1</sup>. Aussitôt la division terminée, l'ADN reprend sa forme de tortillons enchevêtrés. Chaque humain possède 46 chromosomes, répartis en 22 paires de chromosomes dits "homologues" (une paire provenant de sa mère, l'autre de son père) et une paire de chromosomes dits "sexuels" (XX chez la femme, XY chez l'homme, le chromosome X pouvant provenir de la mère ou du père, le chromosome Y seulement du père).



Dans toutes les cellules, chaque gène est donc en double, puisque porté par chacun des deux chromosomes homologues. Mais ces gènes transmis par les deux parents peuvent être soit identiques, soit légèrement différents. Dans une population, la plupart des gènes sont en effet "polymorphes", c'est à dire qu'ils existent sous plusieurs versions (appelées "allèles"), chacun de ces allèles étant plus ou moins fréquent dans la population à chaque génération, selon le hasard des croisements. La plupart des allèles d'un même gène conduisent à la fabrication de la même protéine (qui remplit normalement son rôle dans l'organisme). Mais certains allèles sont défectueux, et ne permettent pas la fabrication de cette protéine, ou bien cette protéine ne peut remplir son rôle.

Suite page 15

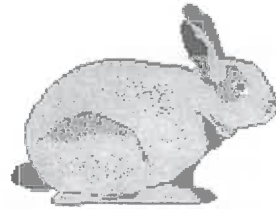
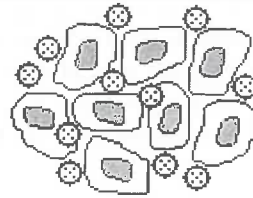
## La "thérapie génique" :

Le principe de la thérapie génique a été imaginé pour guérir les maladies dites "génétiques", c'est à dire des maladies dont on a montré qu'elles étaient liées à la présence, chez les malades, d'un allèle défectueux, alors que, sous sa forme habituelle ("normale"), ce gène évite d'être atteint de cette maladie.

Ce principe est extrêmement simple : en théorie, si l'on connaît le gène "responsable" d'une maladie génétique, il suffit d'introduire dans l'organisme une version "saine" de ce gène pour supprimer la maladie. La thérapie génique utilise donc les techniques de "génie génétique", qui permettent d'introduire dans une cellule un gène qu'elle ne possède pas ("transgénèse"), ou de modifier l'expression d'un gène déjà présent.

Le transfert de gène nécessite plusieurs étapes : 1) l'identification du gène que l'on veut transférer, par exemple celui qui permet la synthèse de la protéine qui fait défaut chez le malade ; 2) l'isolement de ce gène et des séquences indispensables à sa régulation, en découpant l'ADN à l'aide d'enzymes ; 4) l'insertion de cette "construction génique" dans un "vecteur", généralement un virus désactivé, c'est à dire auquel on a retiré les gènes permettant sa multiplication ; 5) l'injection de ces virus modifiés dans des cultures de cellules prélevées sur le malade ; 6) la réadministration des cellules modifiées par le virus, dans l'organe où on les avait prélevées chez le malade.

Prélèvement de cellules, mises en culture avec des virus modifiés



Réadministration des cellules modifiées (avec le gène thérapeutique)

Thérapie génique "ex vivo" : modification des cellules cibles prélevées et mises en culture, puis réadministrées.

d'un seul gène "majeur" (les autres sont sous la dépendance de plusieurs gènes, ce qui brouille énormément les pistes). Ce gène a été localisé pour environ 500 d'entre elles<sup>2</sup>. Il faut ensuite analyser le gène en cause, le cloner (le multiplier), puis réaliser la "construction génique" qui renferme, en plus du gène, les séquences nécessaires à son expression. Cette construction, qui ne peut pénétrer seule dans les cellules, doit être insérée dans un virus désactivé, où la place est limitée. Pour que la construction passe ensuite dans les cellules, il faut que celles-ci soient en train de se diviser ... Ceci fait que, quand une cellule sur cent intègre le gène thérapeutique, c'est un succès.

Une fois ces étapes franchies, on assiste le plus souvent à une diminution rapide de l'expression du gène, puis à sa réduction au silence, du fait de mécanismes de régulation complexes et encore mal connus. Autrement dit, actuellement, cette opération ne marche que partiellement et pendant une période très limitée.

Les nombreux travaux et les essais thérapeutiques montrent finalement qu'il semble difficile de guérir des malades en manipulant simplement des gènes, sans comprendre le rôle des protéines dont ils recèlent les codes, sans comprendre à quelles cellules, quels organes elles sont indispensables, pourquoi et comment leur absence entraîne un mauvais fonctionnement. Or, seul un très petit nombre de gènes sont déjà identifiés. Encore moins nombreux sont ceux dont on connaît la protéine qu'ils codent. Rarissimes sont ceux dont on sait quel rôle joue cette protéine dans l'organisme.

C'est pourquoi on n'en est encore qu'au stade des essais cliniques, souvent même au premier stade : celui qui doit démontrer que l'approche est faisable et n'est pas nocive.

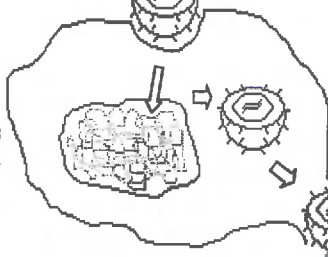
Contrairement à ce qui serait logique sur un plan purement scientifique, la plupart de ces essais (62%) ne porte pas sur des maladies "monogéné-

Suite page 16

Retrait des gènes qui permettent la multiplication du virus dans la cellule



Insertion du gène thérapeutique dans le virus à la place des gènes viraux retirés



Production de particules virales modifiées

Production de particules virales contenant un gène thérapeutique par des cellules en cultures

Le principe est simple, mais la démarche est longue et pleine d'embûches : il faut d'abord localiser le gène impliqué sur la chaîne d'ADN, en analysant à la fois la transmission de la maladie et de gènes "marqueurs" (sorte de repères dont on connaît maintenant l'emplacement) dans des familles entières.

Aujourd'hui, plus de 5 000 maladies génétiques sont connues, dont 1 600 semblent sous la dépendance

tiques", mais sur des cancers. Il est vrai que les besoins dans ce domaine sont très grands, que les patients pouvant participer aux essais sont nombreux et que l'on peut se "contenter" d'un effet transitoire. Et surtout, que, du fait des besoins, les industries pharmaceutiques peuvent espérer de gros bénéfices.

## Les conséquences :

Un peu comme pour les OGM, ce ne sont en effet pas les techniques qui sont nocives en elles-mêmes, mais leur utilisation, actuelle ou en projet, qui est aussi leur raison d'être, ou du moins, la raison de leur financement et de leur développement rapide. Certains chercheurs eux-mêmes sont responsables ou actionnaires d'entreprises de biotechnologies et organisent les battages médiatiques pour s'assurer une publicité gratuite et stimuler le cours des actions de leur start-up en bourse...

On devait s'y attendre, le principal moteur de ces recherches étant la recherche de profits; le développement des tests, beaucoup plus simple et plus rapide que le développement de méthodes efficaces de lutte contre les maladies, conduit directement à la discrimination dans le système de santé. Aux USA, où l'assurance est totalement privée, les assureurs ont le droit de faire subir des tests génétiques et de moduler leurs primes en fonction des résultats. En 1991, une famille a même vu son contrat résilié au prétexte que l'un des enfants était atteint d'une maladie génétique, qui, pourtant, ne constituait même pas un risque aggravé pour l'assureur. Cette famille a eu toutes les peines à retrouver une compagnie qui accepte de l'assurer, et encore, l'enfant atteint en est exclu<sup>2</sup>. Dans le même ordre d'idée, le développement du diagnostic précoce, sur embryons, permet aux familles "à risque" (dont les deux parents portent par exemple un allèle déficient) de savoir si leur futur enfant a hérité de ces deux mauvais allèles et sera donc atteint de la maladie qu'ils portent. Cela leur permet donc de choisir de mener ou non la gros-

sesse à son terme. Paradoxalement, cela leur permet aussi d'envisager une descendance, risque qu'ils n'auraient peut-être pas pris s'il n'y avait aucun moyen de savoir avant la naissance de l'enfant.

Mais le choix leur revient-il toujours, si leur assureur leur rappelle qu'ils ont certes le droit d'élever un enfant malade, mais que rien ne l'oblige, lui, à lui assurer une couverture maladie, connaissant le surcoût que cela représentera ?

Une autre conséquence, plus insidieuse, est le tournant qui se fait dans notre conception de la vie. De plus en plus, on s'habitue à raisonner notre survie en termes statistiques : je fume, donc j'ai tant de % de "chances" d'avoir un cancer du poumon. Je suis porteuse de l'allèle BRCA1, donc j'ai tant de % de chances d'avoir le cancer du sein. Des américaines, qui avaient fait ce test et avaient découvert qu'elles étaient porteuses de cet allèle, se sont fait retirer les deux seins, espérant ainsi "conjuré le sort". Car il s'agit bien d'une sorte de sort, de destin, quelque chose de prédéterminé, qui déresponsabilise totalement la société et l'individu, tout en permettant à la première de se décharger complètement sur le second pour en assumer les conséquences. Il est clair qu'il s'agit d'une arnaque : les individus acceptent cette conception parce qu'elle les déculpabilise, sans s'apercevoir que cela sert avant tout à promouvoir et développer un mode de société égoïste et individualiste.

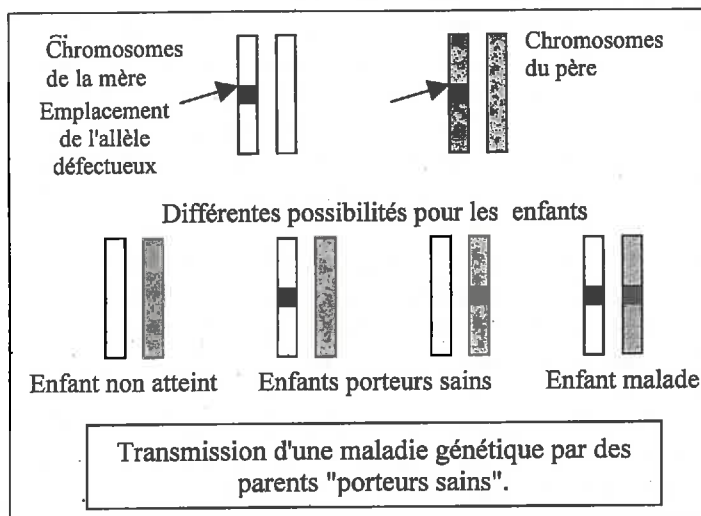
Pourtant, de très nombreux exemples montrent que le rôle des gènes dans ce qu'est un individu à un moment donné de son histoire est complètement dénaturé dans cette conception.

## Critiques :

À commencer par les interactions entre les gènes eux-mêmes, qui modulent considérablement l'effet de chacun. Par exemple, si on produit une mutation d'un certain gène chez la mouche du vinaigre (la drosophile, mascotte des généticiens) la forme de l'œil se modifie nettement; mais cette modification peut être "corrigée" par une autre mutation, sur un autre gène. La mouche qui a subi ces deux mutations a alors un œil "normal". Pour l'instant, on ne connaît pas grand-chose de ces interactions complexes entre gènes, si ce n'est qu'elles jouent un rôle important dans l'expression des gènes en question.

Mais l'environnement du génome joue également un très grand rôle, à commencer par le cytoplasme, c'est à dire tout ce qui se trouve dans la cellule à l'extérieur du noyau. La célèbre brebis "Dolly" en est une preuve vivante, bien que ni les scientifiques ni les médias ne se soient appesantis sur ce "détail". En effet, elle s'est développée à partir d'une cellule très particulière : le noyau provenait d'une cellule adulte, déjà "différenciée", c'est à dire dont

Suite page 17





une partie seulement du matériel génétique s'exprime, et qui ne peut donner que des cellules du même type quand elle se divise. Ce noyau a été installé dans un ovule, dont on avait d'abord retiré le propre noyau. Si la chimère obtenue a donné une brebis bien vivante, c'est que le génome de la cellule différenciée (qui a perdu sa "totipotence", c'est à dire sa capacité à produire des cellules de tous les tissus et organes) a été "reprogrammé" par le cytoplasme de l'ovule où il avait été transféré. Ceci est bien une preuve éclatante que l'embryon n'est pas programmé dans les gènes, mais qu'il est, dès le départ, le résultat d'interactions complexes à l'intérieur de la première cellule puis entre les cellules<sup>3</sup> !

Le rôle de l'environnement ne s'arrête évidemment pas là. Au contraire, le développement de l'embryon puis de l'adulte, à chaque étape de la vie, sera influencé par les situations dans lesquelles il se produit. On sait tous que la taille à l'âge adulte est fortement influencée par celle des parents, mais on sait tous qu'elle dépend aussi de l'alimentation (carence ou abondance) et des éventuelles maladies survenues pendant la croissance. On sait tous que les vrais jumeaux (qui ont les mêmes gènes) se ressemblent énormément, mais de moins en moins avec l'âge et qu'ils n'ont pas forcément les mêmes maladies.

Bertrand Jordan<sup>2</sup> cite l'exemple de populations d'archipels du Pacifique sud, qui, soumis au régime hamburgers plus frites plus coca-cola, se retrouvent majoritairement obèses et atteintes de diabète. Elles doivent certes être porteuses d'allèles qui favorisent le stockage des graisses (ce qui a peut-être favorisé leur survie dans des conditions moins fastes), mais aucune de ces personnes ne serait obèse ou diabétique avec un régime moins calorique !

Malgré cela, la recherche de profits et le besoin généralisé de déresponsabilisation (inavoué par les individus mais de plus en plus revendiqué par la société) font que les succès remportés par la génétique pour les maladies où le rôle d'un gène est déterminant conduisent aussitôt à la généralisation des conclusions à toutes les maladies qui sont susceptibles de rapporter de gros bénéfices (cancers, obésités, diabètes...).

Pire, mais inévitable puisque ce qui attire dans le

"déterminisme génétique", c'est un peu le mythe du destin, on trouve partout l'idée que les comportements aussi seraient déterminés génétiquement. De gros battages médiatiques sont ainsi organisés autour du "chromosome du crime", du "gène de l'homosexualité" ou du "gène de l'alcoolisme", sans aucun fondement. À chaque fois, il ne s'agit que d'une équipe de chercheurs qui croit avoir trouvé que certains "marqueurs chromosomiques" se retrouvent en plus grande proportion chez les criminels, les homosexuels ou les alcooliques étudiés que chez des

personnes de référence. Et à chaque fois, quand une autre équipe cherche à obtenir les mêmes résultats sur d'autres groupes de personnes, cela ne donne plus rien. Le plus étonnant serait que cela donne quelque chose. Et le plus révélateur de l'abusif et inquiétant rôle de la génétique dans nos sociétés, c'est que tant d'équipes cherchent à trouver une relation si simpliste entre gènes et comportement. Pourquoi toutes les relations pourtant évidentes et bien visibles entre les situations familiales, les expériences vécues, les conditions de vie et les comportements adoptés sont aussitôt oubliées, dès qu'apparaît l'ombre d'un gène "responsable" ?

Finalement, il se peut que la thérapie génique puisse guérir certaines maladies, pour lesquelles le rôle d'un gène est prédominant, et c'est tant mieux. Ils se peut même que, comme l'a affirmé lors d'une conférence l'actuel directeur du Généthon, on arrive à soigner des cancers par thérapie génique sans comprendre comment ça marche. Mais il est sûr que la tendance généralisée à tout expliquer par un rédhibitoire "c'est dans les gènes !" est une absurdité sans nom qui n'a de raison d'être que la promotion d'une société individualiste et déresponsabilisante.

L'Eugène Noir & Rouge. ◆

<sup>1</sup> Ceci est vrai pour toutes les cellules sauf pour la fabrication des spermatozoïdes et des ovules aux cours de laquelle se font des brassages chromosomiques.

<sup>2</sup> "Les imposteurs de la génétique", de Bertrand Jordan aux éditions du Seuil, 2000.

<sup>3</sup> "La fin du tout génétique ? Vers de nouveaux paradigmes en biologie", de Henri Atlan, INRA Éd., Paris, 1999.

## Illusions dans les associations

À l'origine, l'association dans laquelle je travaille avait un but non lucratif. Elle rassemblait des personnes qui avaient un but commun, mais, dans son évolution, ce but commun est-il respecté ? Les années qui passent ne changent-elles pas le but ? L'association finit par fonctionner par habitude, mais justement, l'habitude n'est-elle pas la mort ?

Manque de personnes, difficultés rencontrées dans la gestion humaine et matérielle, les présidents sont élus (n'ont-ils pas la tête qui gonfle ?, assument-ils vraiment leurs tâches ?)... et les salariés de ces entreprises déguisées sont précaires. Leurs emplois sont mal payés, et la survie de leur travail dépend des subventions qui peuvent ne pas être renouvelées et des personnes qui dirigent et qui n'ont pas les compétences pour le faire. Les employeurs dans les associations sont censés avoir un meilleur contact avec leurs salariés que dans les entreprises. Mais les associations ne sont-elles pas en train de devenir des entreprises ? Il y a peu de temps, une association avait des problèmes (pas de fiche de paie pour les salariés, les contrats de travail n'étaient pas établis...). Il a fallu que les employés annoncent leur intention de faire grève si rien ne bougeait... Une employée a eu un accident de travail (acci-

dent de trajet), mais elle ne devait pas être indemnisée car l'heure de son accident ne correspondait pas à l'heure normale de son retour. Elle était restée au travail, bénévolement, plus longtemps. Une assemblée générale a été faite, le cas de l'employée a été résolu, mais le manque d'implication général se fait sentir.

Puisque les associations sont au fond des entreprises, alors, les employés ne doivent plus se comporter comme s'ils étaient plus ou moins des bénévoles mais comme des salariés et agir en conséquence.

Un salarié d'association qui en a marre. ◆

## Go home Halloween ?

Vous n'avez sûrement pas échappé à la très commerciale fête d'Halloween, présente en France depuis quelques années. Moi non plus.

Vendeuse rue Alsace-Lorraine, une surprise m'attendait ce mardi matin 31 octobre : les vitrines de toutes les boutiques étaient barbouillées de tags "Go home Halloween !" signés du CROC. Outre le travail supplémentaire donné aux vendeuses (le nettoyage au white est très laborieux), je me demande de quel droit ces personnes se permettent de vouloir empêcher la célébration d'une fête, quelle que soit son origine et de quel pays elle soit issue.

Alors, selon le CROC, quelles sont les fêtes "occitamment correctes" ? Les occitanistes voudraient-ils nous imposer des fêtes mais nous en interdire d'autres ? Je n'aime pas le rugby mais je n'empêche néanmoins personne d'y jouer et de fêter une victoire. Ce genre de comportement xénophobe peut être à l'origine de conflits et je le trouve irresponsable ainsi qu'à connotation dictatoriale.

Valérie. ◆

## Hypocrisie & Mensonges

Ce système de société est en décadence depuis des siècles.

Pour ma part, je désire parler de la vie des individus qui n'est plus assez saine.

Il y a dans l'environnement des pollutions de différentes sortes, dans le monde entier. Mais il y a aussi des problèmes pour la santé que nous pourrions éviter si vraiment chacun le voulait : le tabagisme, l'alcoolisme ainsi que toutes les drogues dures et molles et autres poisons, et le mal bouffer. Ici, je ne fais pas allusion à la bovémania (car lui, il n'a rien inventé, il s'adapte au système de société actuel par le réformisme et les spectacle de saltimbanques) mais au fait que dans l'alimentation, le biologique sert souvent de tenue de camouflage à la production industrielle pour faire toujours plus de fric (voir en exemple les multinationales).

Enfin, au sujet des scandales qui éclaboussent toutes les disciplines sportives et Fédérations, je n'en suis pas étonné car il y a très longtemps que le dopage et les dopings existent, même si à présent beaucoup de dirigeants sportifs emploient pour se disculper la célèbre phrase : "je suis responsable mais pas coupable". Pratiquons donc toutes les disciplines sportives en amateur et pour nous-mêmes. N'entrons pas dans les Fédérations qui ne sont que des lobbies à fric pour faire du spectacle dans les stades où le public finit parfois par se bagarrer (ça fait double spectacle !).

Vincent. ◆

## Le Billet de Georges

À l'heure où on pense que des gens n'ont pas de fric pour subvenir à leurs besoins essentiels, il y en a dans l'agro-alimentaire qui se sont bien gavés de profits en vendant de la viande avariée. C'est une forme de terrorisme. Du terrorisme étatique : les politiciens étaient au courant depuis longtemps.

Avec l'approche des échéances électorales, ils font semblant de découvrir le problème. Mais ce n'est pas la santé des gens qui les intéresse, c'est que le CAC 40 continue sa grimpe à la bourse. Qu'on crève de vache folle ou d'autre chose, tant qu'il y en a qui payent et qui votent, ils s'en foutent.

Georges. ◆



**765** textes de prisonniers contre les prisons. Il est si rare de voir des mouquins qui traitent de la suppression des prisons en s'appuyant aussi sur les prisonniers de droit commun qu'il faudrait plutôt appeler des prisonniers sociaux)... Les textes réunissent deux siècles de témoignages sur l'horreur carcérale, celle d'être enfermé et traité comme des sous-hommes. En plus, ici, pas d'ambiguïté, il ne s'agit pas "d'améliorer" comme les bons pensants de ce siècle proposent mais bel et bien d'en finir avec les prisons et de supprimer le système.

Un passage est consacré aux évoltes de prisonniers et à une chronologie des insurrections de ces 20 dernières années. Extrait : "À la prison d'Harfield, la révolte débute quand les prévenus de l'Aile D apprennent que les visites vont être supprimées par manque de personnel. Ils se mettent à casser leurs cellules, pendent draps et matelas aux

fenêtres et y mettent le feu. Ils déploient des banderoles "droits prisonniers", "plus de visites". L'émeute s'étend à l'Aile A, où 320 prisonniers refusent de remonter en cellule et organisent un sit-in de protestation dans la cour principale. Un tiers des 650 détenus s'implique dans l'émeute. Tout est cassé : mobilier,

télévisions, lits. L'armature des lits sert à enfoncer les portes. 110 cellules détruites, 12 prisonniers montent sur les toits et aggravent les dégâts. L'un d'eux déclare aux journalistes : "nous sommes obligés d'agir ainsi, ils nous traitent comme des chiens". Certains réussissent à accéder à une salle et à prendre des uniformes, deux détenus vont parvenir à s'éva-



der. Un gars de dix huit ans, en prison dix jours pour non paiement d'une amende, déclare "La nuit dernière, certains types parlaient de révolution".

"Au pied du mur, 765 raisons d'en finir avec toutes les prisons". Editions l'Insomniaque, 63 rue de St Mandé, 93100 Montreuil. ♦

Dans notre précédent numéro, nous avons évoqué quelques suites de la manifestation de Millau. Voici quelques réactions supplémentaires.

Les différentes organisations et publications composantes du mouvement libertaire ont pour la plupart adhéré aux grandes manœuvres de Millau.

Avec le recul, certains se posent, quand même, des questions. Ainsi, dans "Cowart Alternatif" (oct. 2000), Chantal E. se demande : "Qu'allions-nous faire dans cette galère ?". Cette question commence à devenir récurrente. Mais ces interrogations arrivent bien tard et reflètent malheureusement une absence de réflexion préalable collective et sérieuse concernant la réalité du soit disant "mouve-

ment social" en France. Sur quelles bases la majorité du mouvement libertaire est-elle allée apporter sa caution à la démonstration médiatique de nos gauchistes hexagonaux vieillissants ? Rares sont ceux qui, comme certains fanzines ("Cessons de faire l'Austruche", "Traits noirs") ont réagi à l'avance et de manière claire devant cette manipulation. Dans cette catégorie, la moins nombreuse mais la plus intéressante, nous trouvons "Cette semaine" qui dénonce dans son numéro d'octobre-novembre 2000 la collaboration Bové-Pasqua et nous présente le show biz de Millau, le Service d'Ordre, Attac et la Confédération Paysanne, dans une analyse aussi brève que lucide : "L'alternative proposée va ainsi du vieux capitalisme national (rencontre Pasqua-Bové) à un capitalisme

plus ceci ou cela (moins financiarisé ou plus étatique par exemple)."

Dans le champ marxiste, le journal "Révolution Internationale" se démarque nettement des organisations qui trempent dans la combine d'ATTAC et du prêchi-prêcha "citoyen" et électoraliste. Dans "José Bové, ATTAC et consorts défenseurs du capital national", RI (sept. 2000), un article dénonce entre autres l'imposture d'un Bové se déclarant anarcho-syndicaliste : "Se réclamant de Proudhon, Bakounine et Kropotkine, il (Bové) délivre des messages d'apparence radicale : "Je suis un anarcho-syndicaliste. Mes références, ce sont la fondation jurassienne de la Première Internationale au siècle dernier et la CNT espagnole de 36" (Libération, 27 mars 2000). La bourgeoisie cherche ainsi à nous faire prendre des vessies pour des lanternes en prenant ce mouvement "antimondialisation" pour l'héritier de l'internationalisme prolétarien." Une constatation de bon sens que beaucoup de journaux libertaires n'ont pas été capables de faire !

Fredo. ♦

Je m'abonne au Combat syndicaliste - lettre du CDES

Nom : Prénom :

Adresse :

Si joint un chèque de 50 francs, 100 francs ou plus ....  
à l'ordre de CDES 3 087 21 H Toulouse.

Retournez ce bon à Combat Syndicaliste, 7 rue St Rémy, 31000 Toulouse.

# Prions pour une vache folle

Je ne suis pas devenu croyant, j'ai seulement écouté religieusement les scientifiques me parler du prion, mystérieuse protéine, dont ils ne savent presque rien, mais qui à coup sûr troue les cerveaux des moutons, des vaches et ceux des hommes.

Du peu de choses que l'on sait ou que l'on croit savoir, j'ai retenu que c'était un mauvais chauffage (pour raison d'économies !) de cadavres de moutons malades, atteints de tremblante, et servant à la fabrication des farines animales, qui était à l'origine de cette maladie chez la vache. Comme d'habitude : la mort pour du pognon ! Mais surtout, après avoir vu et lu nombre d'émissions de télé, d'articles de journaux ou de revues scientifiques, j'en conclus qu'ils ne savent pas grand chose, ces savants bavards, autant dire presque rien. Mode de transmission, barrière d'espèce, dose contaminante : le savoir des scientifiques sur ces sujets est plein de trous. On jurerait, si on était croyant, le cerveau d'une vache folle. Et en matière de dépistage précoce des animaux malades, comme de lutte contre cette nouvelle bio start-up de la mort, nos cerveaux sans faille ne savent rien, strictement rien. Et pourtant, ils bavent et rebavent dans les médias et les colloques politico-scientifiques. Ils bavent comme un mouton atteint de tremblante. Jamais si peu de savoir n'a généré tant de discours de la part d'une communauté scientifique ravie de sa soudaine importance sociale. Tremblez, pêcheurs carnivores : le prion vaut bien une messe, scientifique soit-elle ! La grande prêtresse française du prion, madame Beurk-beurk, nous explique à nous, pauvres bouffeurs de bidoche ignares et frileux, que le risque est minime et que le marché de la viande ne se remettrait pas d'un boycott. Lorsque madame Beurk-beurk professe, péremptoire et sans aucun risque, son non-savoir plein de certitudes, elle me rappelle la

Curie expliquant à la T.S.F. les bienfaits de l'uranium.

Et pourtant, le peu de choses qu'ils savaient depuis plus de dix ans, nos savoureux savants, auraient dû les conduire à la prudence, eux qui n'en peuvent plus de nous définir le principe de précaution. La relation entre les premiers décès humains, la consommation de viande de vache et les farines animales était suspectée en Angleterre avant les années 90. Dix ans ! Ils auraient pu... par précaution... recommander plus tôt d'interdire les farines animales, le temps de chercher, de savoir ! Mais non, pour le fric, le profit, les farines animales ne sont interdites pour les vaches que depuis 1996 et ont été autorisées jusqu'à ces jours-ci pour le porc, les volailles et les poissons, avec la bénédiction des experts scientifiques. La vache, c'était bon sans la cervelle, puis sans les tripes, puis sans la moelle, bientôt sans la vache. Et demain ce sera sans le mouton, puis sans le porc, puis sans poulet et sans poisson ?

Un jour peut être, les scientifiques sauront tout : d'où ça vient, comment ça marche, qui va crever avec des trous dans la tête. L'histoire biologique du prion sera enfin mise à jour et lancée en pâture au bon peuple, comme une grande victoire de la science et du progrès. Au nom de la traçabilité, on bouffera du code barre en tranches en meuglant "Y a bon". Mais il y a une histoire que l'on peut déjà raconter, c'est celle du pouvoir pathogène du capitalisme.

Car l'histoire de la vache folle, c'est l'histoire d'un monde malade du profit. Faire bouffer des cadavres à des animaux qui devraient bouffer de l'herbe et que l'on bouffera à notre tour, c'est transformer la mort en profit. Ne pas chauffer assez les composants des farines animales, c'est économiser du fioul pour faire plus de profit. Ne pas interdire la consommation de la viande bovine alors qu'on arrivera bientôt à la centaine de morts en Grande Bretagne et que les cas de vache folle se multiplient en France, c'est privilégier les profits du lobby de la bidoche au détriment de la santé des gens.

Au fil des jours et des bulletins d'informations, la folie happe les vaches et dément les savants. Un sondage récent, effectué sur un panel de mille bouffeurs potentiels de prions tricolores, notait que les français ont confiance dans les associations de consommateurs, plutôt confiance dans les scientifiques, les journalistes et les médecins, plutôt pas confiance dans les agriculteurs et les industriels de l'agro-alimentaire, et pas du tout confiance dans les hommes politiques. On comprend pourquoi les politiciens demandent aux scientifiques de prendre les décisions politiques à leur place. Mais à lire ce sondage, on ne comprend toujours pas pourquoi un français sur deux va voter ! Les vaches, elles, bien avant la folie des hommes, ne votaient déjà plus !

J. Bovin ◆

Notre document : 1996, dans une circulaire interne, les fabricants se félicitent de leur réussite : les ministères, qui ont reconnu la nocivité des farines, autorisent les agriculteurs à finir les stocks. Voici quelques années, on "finissait" aussi les stocks de sang contaminé...

CIRCULAIRE N° 51/96

**INTERDICTION DE TOUTES LES PROTÉINES ANIMALES,  
SAUF LES PRODUITS LAITIERS DANS L'ALIMENTATION DES RUMINANTS :  
LES STOCKS D'ALIMENTS PEUVENT ÊTRE UTILISÉS**

Pour faire suite à notre circulaire n°48/96 et à la réunion interministérielle du lundi 15 juillet, nous vous confirmons qu'après avoir intercedé auprès des Ministères de tutelle, nous avons pu obtenir que :

les stocks d'aliments pour ruminants, complets ou complémentaires, dont la date de fabrication inscrite sur l'étiquette est antérieure au 13 juillet 1996 au matin, puissent être utilisés.

# Le COMBAT SYNDICALISTE

CNT-AIT

N° 137 - 10 FRANCS

Été 1994



**MANIF DU SOMPORT : UN CORTEGE CENETISTE IMPRESSIONNANT. INTERNATIONAL : ESPAGNE, BIELORUSSIE. 1944/94 : QUELLE LIBERATION ? CHOMAGE : HALTE AU CHANTAGE A L'EMPLOI. DEBAT.**

≈ N° 20... été 94

## Quelques Adresses...

- **ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS** : • A.I.T., Apartado de Correos 143, 46080 VALENCIA, ESPAÑA
- **CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL** : Pour tout contact sur le plan national : C.N.T.-A.I.T., Bureau Confédéral, Vieille Bourse du Travail, 34 et 42 rue de LALANDE 33000 BORDEAUX
- **UNION REGIONALE MEDITERRANEE** : • C.N.T., B.P. 171, 34203 SETE CEDEX (Secrétariat régional)
- **U. R. CENTRE** : • C.N.T. boîte à lettre N°33, 4 rue d'ARCOLE, 72000 LEMANS (Secrétariat régional)
- **U. R. AQUITAINE** : • C.N.T., B.P. 511, 64010 PAU CEDEX (Secrétariat régional)
- **U. R. MIDI-PYRENEES** : • C.N.T., 7 RUE ST REMESY, 31000 TOULOUSE (Secrétariat régional)
- **U. R. : NORMANDIE** : • C.N.T. B.P. 2010, 14019 CAEN. (Secrétariat régional)
- **DANS L'EST** : • C.N.T., B.P. 343, 25207 MONTBELIARD CEDEX • **EN BRETAGNE** : • C.N.T., 1 rue PROUDHON, 29200 BREST • C.N.T., B.P. 5067, 35061 RENNES • **EN RHONE-ALPES** : • C.N.T., B.P. 223, 38405 St MARTIN D'HERES CEDEX. • **EN REGION PARISIENNE** : • C.N.T., 5 chemin de la BONDE, 91490 DANNEMOIS • C.N.T.-A.I.T., c/o "LES NOUVELLES LIBERTAIRES", B.P. 427/16, 75769 PARIS CEDEX 16 • **DANS LE NORD** : • C.N.T. syndicat des PTT, C.T.A. d'Amiens, rue DEJEAN, 80000 AMIENS

### LE COMBAT SYNDICALISTE

**DIRECTEUR : Emile TRAVE**

**Abonnements :**

1 an = 50 Francs

soutien = 100 Francs

**Chèques à l'ordre de la CNT**

**CNT - AIT**

11, rue St Vincent de Paul

13004 Marseille

**Administration :**

**CNT-AIT**

**BP 171 - 34203 Sète cédex**

## CAMPING DE LA C.N.T.

- Le quatrième camping de la C.N.T. aura lieu pendant la première semaine d'août 94 à Nontron, en Dordogne. Pour tout renseignement, adressez-vous au syndicat C.N.T. le plus proche ou à l'Union locale de Périgueux : C.N.T., B.P. 16, 24650 CHANCELADE.

## Festival Libertaire à DIJON

- La F.A de Dijon, MALOK@ et TWIST AGAINST organisent le FESTIVAL LIBERTAIRE de DIJON qui se déroulera le vendredi 8 juillet 94 et le dimanche 9, Salle des fêtes, 71 route de Dijon à Longvic (Dijon). Au menu :
  - Vendredi 8 juillet : Théâtre avec THEOFIL, concert avec GASPARD, HIATUS, OI POLLOI, P.M.A., CONDENSE.
  - Samedi 9 juillet : conférence avec Serge LIVROZET : "Média, Culture & Anarchie", concert avec TRISTAN LEA, PROHIBITION, CUT THE NAVEL STRING, SUPER FRESH BABALI, SCRAPS.
  - Pendant les deux jours : stands et débats avec : la C.N.T., le SCALP, les C.A.L., la F.A., l'U.A., la Coordination des sans abris, le Centre d'information et de recherche cannabique et de nombreux autres groupes, associations, éditeurs...
  - P.A.F. : une journée 50 F, les deux : 80 F. Renseignements : 80 66 81 49 le samedi p.m.

## UNE SOIREE MOUVEMENTEE

- Caen : Le vendredi 8 avril, Le Pen est venu à Caen pour faire sa retape politique en vu des élections européennes. Une manif de protestation a été appelée par les organisations réformistes. La C.N.T. a participé de manière autonome à cette manif. Cette dernière a rassemblé près de 600 personnes, en majorité des jeunes et s'est déroulée dans une relative tension. En effet, un certain nombre de jeunes étaient venus avec la ferme intention d'en découdre avec l'extrême droite, ou, à défaut, avec la police qui la protégeait. Une

manière comme une autre d'exprimer leur colère face à la recrudescence des provocations et des violences fascistes entre autre sur le Campus universitaire de Caen (°a). Arrivés devant le Palais des Congrès où avait lieu le meeting du Front National, les manifestants se sont heurtés à un dispositif policier relativement étoffé. Une fois de plus, le S.O. des "UNEFs" a été débordé.

Comme en janvier 92, le face à face a très vite dégénéré et des affrontements sporadiques ont eu lieu pendant plus de deux heures. Plusieurs C.R.S. ont été blessés et deux manifestants interpellés, jugés et condamnés à un mois de prison avec sursis.

Un rassemblement de solidarité a eu lieu le jour de leur procès. La C.N.T. était bien entendu présente.

U.I. C.N.T. de Caen

(°a): destruction des locaux de l'UNEF, agressions physiques contre des militants et des personnes qui, sur le campus avaient arraché leurs affiches par une quinzaine de nervis armés de barres de fer.



## BROCHURES

- Réédition : "DE L'AUTRE RIVE, GERMINAL" de Rudolf ROCKER. Un texte court mais percutant que l'on peut se procurer chez l'éditeur : C.N.T., 11 rue St Vincent de Paul, 13004 MARSEILLE.
- "1911, EMEUTES ET MANIFESTATIONS CONTRE LA VIE CHERE DANS LES ARDENNES", une brochure de 88 pages, 35 francs franco de port, éditée par "La question sociale, B.P. 66, 08120 BOBIGNY SUR MEUSE.

# UN DIMANCHE A LA MONTAGNE

*Dimanche 22 Mai, c'est la manif contre le tunnel du Somport. Après quatre heures de route, notre car, organisé par l'Union locale C.N.T. de Toulouse, arrive au sommet du col. Nous y retrouvons des compagnons des U.L. de Pau, de Bordeaux, de Périgueux, de Montpellier... et des "Federaciones Locales" de Zaragosse et de Huesca.*

Autour des drapeaux rouges-et-noirs, on se regroupe sur une petite butte pour pique-niquer, discuter...

Mais voilà, pour descendre à pied un col sur quatre kilomètres, il faut des organisateurs, pour manifester dans un lieu absolument désert, il faut un "Service d'Ordre", pour savoir ce que nous pensons (ou ce qu'ils aimeraient que nous pensions), il faut des orateurs.

"Organisateurs", "Service d'Ordre", "Orateurs"... tout ce beau monde, dans un site immense, n'a trouvé d'autre lieu pour organiser, surveiller, discourir que notre coquette salle - à - manger champêtre.

On leur fait tout de même de la place. Un camion qui servira de tribune, s'installe au milieu de nous. Les pneus dans le plat, en quelque sorte.

Maintenant arrivent les "Officiels", dont des candidats aux élections européennes. Bien sûr, le public que nous constituons ne correspond pas à un public habituel de figurants pour meeting électoral. Notre simple présence les gêne.

Deux ou trois excités du "Service d'Ordre" tentent brutalement d'arracher un des nombreux drapeaux cénétistes qui apportent une touche délicieusement colorée à un "camion estrade" décidément très triste. Nous

les prévenons poliment qu'ils marchent sur des oeufs. Rien n'y fait. La sauce tourne à l'aigre et nous n'avons pas fini le sauciflard que déjà on passe aux jeux de mains. Le "Service d'Ordre" qui comprend visiblement mieux ce langage bat prudemment en retraite, nos banderoles restent là où elles étaient, nous reprenons nos papotages entre copains et finissons

ni tunnel. Ni Etat, ni patron !" est un slogan poussé par 7 à 800 gorges.

Devant, les organisateurs ont organisé ... une chaîne avec les membres du S.O, certainement pour protéger la montagne, des fois qu'un "casseur" se précipiterait la tête la première sur un rocher pour le briser. Ils pensent à tout, ces gens là.

A 4 km du chantier du tunnel, on s'arrête. La veille, les politicards du collectif se sont mis à table à la préfecture et ont raccourci le parcours de moitié. Ils avaient appelé à manifester "jusqu'au forges d'Abel", ils nous



• NOTRE PHOTO : LA TETE DU CORTEGE DE LA C.N.T.

nos saucissons. Fin de la première cène .

Dans cette manif d'environ 5000 personnes, notre cortège, situé vers le milieu, compte 150 cénétistes et se grossit immédiatement de plusieurs centaines de sympathisants libertaires. "Ni rail,

font arrêter à mi-chemin. C'est de la publicité mensongère, foi de ménagère anarcho-syndicaliste.

La masse des gens, pas au courant de cette cuisine nauséabonde, continue à descendre vers le chantier -malgré le "Service

• SUITE AU VERSO

• PHOTO DE COUVERTURE : VUE GLOBALE DU CORTEGE DE LA C.N.T. LE 22 MAI 94

## UN DIMANCHE A LA MONTAGNE



### • SUITE DU RECTO

d'Ordre" qui panique. D'autres s'interrogent sur place, sans rien comprendre à cette castration du parcours.

Notre participation a cette manif était volontairement pacifique. Le tract abondamment distribuée par la C.N.T. de Pau dans tout le cortège était à cet égard on ne peu plus explicite.

En arrivant sur les lieux, le matin du 22, nous avons appris que le parcours venait d'être raccourci. Comme nous avons décidé de rester avec l'ensemble des manifestants, nous avons fait stationner notre bus sur le lieu officiel de dispersion (C'était d'ailleurs pratiquement le seul à attendre à cet endroit là). Et voilà t'il pas que trois "organisateur" (brassard jaune, talkie walkie et allure flippée) prétendent le réquisitionner pour remonter leurs troupes défraîchies au Somport (ou stationnent les autres bus). Après une explication aussi courte que claire, le bus de la C.N.T. reste à sa place. Non mais.

Pendant ce temps, des grappes de manifestants continuent à descendre vers le chantier, suivant en cela l'appel lancé initialement par les "organisateur responsables".

La confusion est à son comble ! Ce n'est plus une manif mais de la mayonnaise mal touillée.

Nous arrivons à notre tour sur le lieu de dispersion. Les insectes à brassard jaune du S.O. coupent en deux notre cortège débonnaire. Décidément, cette

espèce mute facilement en police parallèle (dispersion, réquisition, tentatives d'intimidation... droles d'écolos). La moutarde monte au nez de quelques copains. Les baffes volent. Fin du deuxième acte et dispersion du "Service d'Ordre".

Dans tout ce bordel organisé, finalement, 5000 manifestants se retrouvent dispersés sur huit kilomètres. Plusieurs centaines sont arrivés devant le chantier. D'expérience, nous savons que ce type de situation tourne toujours au détriment des plus faibles et des plus maïs informés. Nous décidons alors de rester sur place pour ne pas les laisser seuls face à la répression. Notre slogan est "On est venu tous ensemble, on repartira tous ensemble".

En bas, Isler Béguin, député européenne verte se pavane devant les caméras et bavasse contre les gens présents sur le chantier, ce qui est une façon indirecte mais éloquente d'appeler à la répression.

De fait, porte parole d'un *collectif national* (dans lequel ne figure pas la C.N.T. car nos syndicats, qui sont opposés à la fausse solution du feroutage, subodoraient les magouilles habituelles dans ce genre de collectif -\*1-) elle confirme que cette démonstration n'avait pour le *collectif* qu'un enjeu électoral.

Pendant ce temps, éclatent les grenades lacrymogènes. Elles tombent sur les manifestants les plus avancés qui, tous, sont pacifiques et pensaient occuper symboliquement une partie du chantier. Le fait que pas un gendarme n'ait eu à souffrir de la moindre égratignure est à ce titre révélateur.

Du coup, la tension monte et

les manifestants du chantier bloquent la circulation. Le bouchon s'étend jusqu'à la frontière, sur huit kilomètres. Bientôt, les tirs tendus font leurs premières victimes, (qui, souvent, n'ont même pas un foulard pour se protéger) puis trois personnes sont arrêtées.

Alors que la répression s'abat, des membres du collectif organisateur tentent en vain de débloquent la circulation.

Antoine Waechter est pressé. Il veut s'en aller. Il proteste qu'on "*prend la manifestation en otage*" (les manifestants qui se prennent eux-même en otage, la logique waechterienne fait encore des dégâts...). Waechter ne passe pas.

Les politicards du collectif viennent insinuer que, si la route est débloquée les trois prisonniers seront libérés. Les manifestants leur rient au nez. Un vigoureux "*Libérez nos camarades*" accompagne la poursuite du blocage. La détermination des présents paye. Les gendarmes relâchent les trois prisonniers.

Il est 20 heures, le Somport s'endort. Quelques manifestants sont hospitalisés (\*2) les autres ont simplement quatre heures de retard sur l'horaire.

Waechter a manqué son rendez-vous.

(\*1) Les organisations les plus hétéroclites avaient signé l'appel du collectif, de la C.G.T. à la F.A. en passant par les Verts et les trotskystes.

(\*2) On a pris des nouvelles. Tout le monde va bien. Mais, le lendemain, trois personnes ont été interpellées, pour d'autres faits en relation avec la lutte contre le tunnel du Somport. Pour certains politiciens, la vengeance est manifestement un plat qui se mange froid.



# 1er MAI 94 A BARCELONE

L'Espagne, comme d'autres pays qui ont connu le *capitalisme triomphant* dix ans durant, se réveille aujourd'hui avec une impression de *gueule de bois*. La corruption gangrène les sphères dirigeantes du pays qui semble vaciller sous l'effet des crises à répétition : cela a commencé par le scandale P.S.V., une coopérative immobilière gérée par l'U.G.T. (syndicat socialiste, très proche du Premier Ministre Felipe Gonzalez) qui, au lieu de construire des H.L.M. a voué servi à enrichir ses propres dirigeants. Puis vint l'affaire RUBIO, du nom du directeur de la banque d'Espagne dont la signature orne les billets de 2000 pesetas. Il a été envoyé en prison pour rafraîchir sa mémoire sur ses délits financiers et pour éviter qu'il n'imité son ami ROLDAN, le Directeur de la Guardia Civil, lui aussi membre du P.S., qui s'est enfui pour ne pas avoir à expliquer comment les "fonds réservés" du Ministère de l'intérieur se sont retrouvés sur son compte en banque.

Face à cette situation de déliquescence, les résistances et les ripostes s'organisent petit à petit et s'amplifient. La contestation de l'Etat s'accroît notamment à l'égard de l'une de ses institutions les plus arbitraires : l'armée. Ainsi, depuis dix ans, on ne compte pas moins de 10.000 insoumis, et le nombre d'objecteurs augmente de plus de 50 % par an, si bien que d'ici quelques années, il n'y aura pratiquement plus un jeune pour faire son service militaire. Et ce ne sont pas les récents scandales pour brimades et tortures sur de jeunes appelés qui vont améliorer l'image de marque de la *grande muette*.

De même, les syndicats dits "représentatifs", embourbés dans leurs compromissions avec le gouvernement et le patronat sont progressivement rejetés par les travailleurs qui restent, dans un pays qui compte 23 % de chômeurs officiels. On a vu récemment des gens brûler leur carte de l'U.G.T. suite au

scandale P.S.V. Les conflits sociaux se multiplient (Gillette, SEAT...) et parfois par dessus les têtes des dirigeants syndicaux. Ainsi, à Lineares (Andalousie), les ouvriers de l'usine Sanatana/Susuki se sont mobilisés contre les menaces de licenciement et ont mené de nombreuses actions à la manière des salariés d'Air France en Novembre dernier : occupation d'usine, de bâtiments de l'administration territoriale, affrontements avec la police et perturbation des meetings du parti socialiste lors de la campagne pour les élections régionales.

Même les syndicats dits "alternatifs" sont touchés par cette gangrène. La modeste C.G.T., scission réformatrice de la C.N.T. n'en finit pas de brader l'idéal anarcho-syndicaliste. Après avoir accepté en Catalogne que des hommes politiques accèdent aux postes de responsabilité dans cette région, ils viennent maintenant d'accepter... un syndicat de policiers, plus précisément les *Mosos d'Esquadra*, les policiers catalans!

Dans cette ambiance malsaine, l'activité de la C.N.T. en ce Premier Mai 94 a été un véritable bol d'air frais. A Barcelone, outre un match de foot qui a vu s'affronter sportivement l'équipe de Insoumis de Nou Barri (un quartier populaire de la ville) contre une sélection de la F.L.-C.N.T. (Union locale), le meeting de la matinée

a été un réel succès. Plusieurs milliers de personnes étaient venues entendre les compagnons de Catalogne mais aussi d'Euzkadi, qui leur ont montré la vivacité de l'anarcho-syndicalisme par la parole mais aussi dans les faits. L'auditoire était plutôt hétérogène (vétérans de la révolution de 36, squatters, chômeurs peu décidés à se laisser faire, étudiants rebelles, travailleurs en lutte de Texacesa, Seat ou les maîtres auxiliaires du syndicat de l'enseignement...)

mais tous étaient unis par l'idéal et une forte conviction. Dehors, des stands proposaient une littérature riche et variée.

L'après-midi, la manifestation s'est déployée, avec une importante proportion de jeunes en tête, drapeaux rouges-et-noirs au vent, reprenant des slogans comme "Ouvrier licencié, patron pendu", "Non à la loi anti-grève", "Union, action, auto-gestion", "contre le

chômage, partage du travail et des richesses".

Une ambiance fraternelle a régné dans les rues de Barcelone baignées d'un soleil radieux. Mais comme le soulignait le tract de la C.N.T., la lutte ne s'arrête pas au Premier Mai et seul un effort quotidien nous permettra d'améliorer notre sort.

(Correspondance)



## HALTE À LA REPRESSION EN BIÉLORUSSIE

**"Compagnons,**

**Nous vous demandons de faire connaître les cas de répression contre les syndicalistes de l'ex-U.R.S.S..**

**Faites tout ce que vous pouvez pour empêcher votre pays d'aider les régimes pro-communistes des ex-républiques soviétiques (...)**

**Essayez d'entraver les alliances entre les firmes occidentales et les firmes de l'ex-U.R.S.S. L'implantation de telles entreprises mixtes n'amène que des licenciements et le renforcement du pouvoir des multinationales et des néo-bolchéviques"**

### Le S.M.O.T. de Biélorussie

Depuis que la majorité parlementaire pro-communiste a pris comme président le chef de la police Mecheslav Grib, le gouvernement tente par tous les moyens de supprimer l'Union Interprofessionnelle Libre des Travailleurs en Biélorussie (S.M.O.T.) ainsi que tout mouvement de travailleurs indépendants. La récente vague de répression n'est qu'un début. Le gouvernement pro-communiste a comme projet de détruire l'opposition ouvrière. Avec l'aide des capitaux occidentaux, les dirigeants russes et biélorusses espèrent maintenir et consolider leur pouvoir au sein d'une économie déclinante par des méthodes de production brutales. Beaucoup d'industriels et de politiciens de l'ouest coopèrent avec les gouvernements de l'ex-U.R.S.S., aidant ainsi les communistes à éliminer toute forme de résistance.

De nombreux cas de répression ont déjà été signalés en Biélorussie.

Le président du SMOT de l'usine "TRANSISTOR", Nikolai Grinchik a été congédié par la direction de l'entreprise pour avoir organisé une grève légale ainsi que des meetings réclamant que les lois biélorusses soient respectées au sein de l'usine. D'autres militants de "Transistor" sont continuellement victimes des tracasseries de la direction, en particulier Vladimir Strelyenko, Mikhail Ko-

lyesen et Vladimir Dimitrovich. A l'usine "DZERZINSKY", appartenant au complexe "INTEGRAL", de Minsk, Igor Azarko, membre du conseil des délégués du SMOT biélorusse a été sévèrement réprimé pour avoir organisé un meeting de 400 personnes et avoir distribué des tracts. La direction de l'entreprise mène une intense campagne d'intimidation contre des membres du SMOT : Segel Skameyko, Vladimir Khokholov et Nicolai Kazakievich. Il faut mettre en rapport le durcissement de l'attitude de la direction à l'égard du SMOT avec les alliances que le complexe "INTEGRAL" essaie de nouer avec les entreprises allemandes dont BOSCH-SIEMENS. L'une des conditions posées par les capitalistes occidentaux est que le complexe doit se débarrasser des syndicats, en particulier du SMOT qui lutte pour des salaires décents.

Le 28 février 94, au com-



plexe industriel "BELVAR", l'ouvrier Valentin Vayev a été arrêté et interrogé par la police pour sa participation à l'organisation d'un comité de grève et pour avoir distribué l'appel de ce comité ainsi qu'un tract du S.M.O.T.

Le nouveau directeur de "BELVAR", Nikolai Yerokhov, poursuit la campagne contre les ouvriers qui luttent. Après plus de huit ans de tentatives, la direction de "BELVAR" a trouvé un moyen pour licencier Anatoly Matveyenko, le coordinateur du S.M.O.T. biélorusse. Matveyenko a été licencié pour sa participation à une manifestation et à un meeting de protestation à Minsk le 15 février 94. Il avait également organisé les grèves chez "BELVAR" en décembre 93 et janvier 94. Une pétition de soutien à Matveyenko circule dans l'entreprise.

Le procureur de la ville de Mogilyov (à 170 km à l'est de Minsk) a poursuivi deux employés pour l'organisation de meetings et de manifestations en janvier et février 94. Les deux accusés sont Vladimir Sharapov, le président du comité local des travailleurs et Sergei Obodovsky, un militant du S.M.O.T.

• D'après des informations du S.M.O.T., de *Workers Solidarity Alliance*, section de l'A.I.T. aux U.S.A. et des *Amis Suisses de l'A.I.T.*

